

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre des actions collectives)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC

N° : 200-06-000203-169

DATE : 10 janvier 2024

SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE CLÉMENT SAMSON, j.c.s.

SERGE ASSELIN

Demandeur

c.

AISIN AUTOMOTIVE ASTING, LLC

et

AISIN CANADA, INC.

et

AISIN CORPOATION

Défenderesses

et

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

Mis en cause

**JUGEMENT SUR DEMANDE POUR OBTENIR
L'APPROBATION D'UNE TRANSACTION
(Dispositifs de commande du calage des soupapes)**

[1] **ATTENDU** que les parties sont impliquées dans un litige de la nature d'une action collective;

[2] **ATTENDU** qu'en date du 11 septembre 2023, une entente de règlement a été conclue entre le Demandeur et les Défenderesses Aisin Seiki Co., Ltd., Aisin Ltd., Aisin

Holdings of America Inc., Aisin World Corp of America, Inc., Aisin Automotive Casting Tennessee Inc., Aisin Corporation, Aisin Automotive Casting, LLC, Aisin Mfg Illinois, LLC et Aisin Canada Inc., (ci-après collectivement « **Aisin** » ou les « **Défenderesses qui règlent** »), soit l'« **Entente Aisin** »;

[3] **ATTENDU** que le Demandeur demande au Tribunal l'approbation de l'Entente Aisin;

[4] **CONSIDÉRANT** le jugement rendu le 10 octobre 2023 par lequel la Cour a approuvé le contenu et ordonné la publication des avis aux membres;

[5] **CONSIDÉRANT** que les avis aux membres ont été publiés en temps opportun, en français et en anglais;

[6] **CONSIDÉRANT** qu'une version française de l'Entente Aisin a été préparée et était disponible pour consultation par les membres à la date de publication des avis¹;

[7] **CONSIDÉRANT** l'expiration de l'échéance fixée pour s'opposer à l'Entente Aisin sans qu'il n'y ait eu d'objection à l'Entente Aisin;

[8] **CONSIDÉRANT** qu'aucun Membre du Groupe visé par le Règlement² ne s'est présenté devant cette Cour afin de s'opposer à l'approbation de l'Entente Aisin;

[9] **CONSIDÉRANT** l'article 590 du *Code de procédure civile*;

[10] **CONSIDÉRANT** que la demande a dûment été notifiée au Fonds d'aide aux actions collectives;

[11] **APRÈS EXAMEN**, il y a lieu de faire droit à la demande;

POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

[12] **ACCUEILLE** la demande;

[13] **DÉCLARE** qu'aux fins du présent jugement, les définitions contenues dans l'Entente Aisin (Annexe A) s'appliquent et forment partie intégrante du présent jugement;

[14] **DÉCLARE** qu'en cas de conflit entre le présent jugement et l'Entente Aisin, le présent jugement prévaut;

[15] **DÉCLARE** que le présent jugement, incluant l'Entente Aisin, lie chaque Membre du Groupe visé par le Règlement au Québec qui ne s'est pas valablement exclu, incluant les personnes mineures et celles qui sont inaptes;

¹ Voir *Fonds d'aide aux actions collectives c. Asselin*, 200-09-010621-230 et 200-09-010628-235, 18 décembre 2023 (j. Gagné, Beaupré et Hardy), par. 1 et 11.

² « *Settlement Class Members* ».

[16] **DÉCLARE** que l'Entente Aisin est équitable, raisonnable et dans le meilleur intérêt des Membres du Groupe visé par le Règlement au Québec et constitue une transaction au sens de l'article 2631 du *Code civil du Québec*;

[17] **APPROUVE** l'Entente Aisin conformément à l'article 590 du *Code de procédure civile* et **ORDONNE** qu'elle soit mise en œuvre en conformité avec ses termes;

[18] **DÉCLARE** qu'à compter de la Date d'entrée en vigueur, chaque Partie donnant quittance³ a quittancé et sera réputée avoir donné une quittance complète, générale et finale, sans frais de justice et sans réserve, aux Parties Quittancées⁴ eu égard aux Réclamations Quittancées⁵;

[19] **DÉCLARE** qu'à compter de la Date d'entrée en vigueur, chaque Membre du Groupe visé par l'Entente Aisin au Québec, à l'exception de ceux réputés exclus en vertu de l'article 580(2) du *Code de procédure civile*, qui déposera une réclamation en vertu de l'Entente Aisin sera réputé avoir consenti au rejet, contre les Parties Quittancées, de toutes Autres Actions qu'il aurait commencées, sans frais de justice et sans réserve;

[20] **ORDONNE** qu'à compter de la Date d'entrée en vigueur, que chaque Autre Action intentée au Québec par tout Membre du Groupe visé par l'Entente Aisin au Québec, à l'exception de ceux réputés exclus en vertu de l'article 580(2) du *Code de procédure civile*, sera et est par la présente rejetée contre les Parties Quittancées, sans frais de justice et sans réserve;

[21] **DÉCLARE** qu'à compter de la Date d'entrée en vigueur, chaque Partie donnant quittance ne pourra maintenant ou dans le futur intenter, continuer, maintenir, intervenir ou faire valoir, directement ou indirectement, au Canada ou ailleurs, pour son propre compte ou pour le compte de tout groupe ou de toute autre Personne, toute procédure, cause d'action, réclamation ou demande contre toute Partie Quittancée ou toute autre Personne qui pourrait réclamer une contribution, une indemnité ou toute autre réclamation de toute Partie Quittancée, à l'égard de toute Réclamation Quittancée ou toute autre matière y étant reliée;

[22] **DÉCLARE** que, par l'Entente Aisin, le Demandeur et les Membres du Groupe visé par le Règlement au Québec renoncent expressément au bénéfice de la solidarité eu égard aux faits, gestes et autres comportements des Parties Quittancées;

[23] **DÉCLARE** que tout recours en garantie ou autre mise en cause pour obtenir une contribution ou une indemnité des Parties Quittancées ou se rapportant aux Réclamations Quittancées sera irrecevable et non avenu dans le cadre des Procédures;

[24] **DÉCLARE** qu'aux fins d'administration et d'exécution du présent jugement et de l'Entente Aisin, cette Cour conservera un rôle de surveillance continue et **CONSTATE** que

³ « *Releasors* ».

⁴ « *Releasees* ».

⁵ « *Released Claims* ».

les Défenderesses qui règlent nommées au présent dossier reconnaissent la compétence de cette Cour aux fins seulement d'exécution, d'administration et de mise en œuvre de l'Entente Aisin et du présent jugement;

[25] **DÉCLARE** que, à l'exception de ce qui est prévu dans l'Entente Aisin, les Parties Quittancées n'ont aucune responsabilité ou obligation quelconque quant à l'administration de l'Entente Aisin, la gestion, le placement ou la distribution des sommes détenues dans le Compte en Fidéicomis ou du Protocole de Distribution;

[26] **DÉCLARE** que par le présent jugement, le présent dossier est réglé hors Cour et sans frais contre les Défenderesses qui règlent, nommées dans le présent dossier;

[27] **LE TOUT** sans frais de justice.

CLÉMENT SAMSON, j.c.s.

M^e Karim Diallo
Siskinds, Desmeules, Avocats
Avocats du Demandeur

M^e Yves Martineau
Stikeman Elliott LLP
Avocats des défenderesses

M^e Frikia Belogbi
M^e Nathalie Guilbert
M^e Ryan Mayele
Fonds d'aide aux actions collectives

Date d'audience : 20 décembre 2023

Annexe A : Entente Aisin

**CANADIAN AUTO PARTS CLASS ACTIONS
NATIONAL SETTLEMENT AGREEMENT**

Made as of September 11, 2023

Between

**GAZAREK REALTY HOLDINGS LTD., 5045320 ONTARIO LTD., and SERGE
ASSELIN**

(the “**Plaintiffs**”)

and

**AISIN SEIKI CO., LTD., AISIN LTD., AISIN HOLDINGS OF AMERICA INC., AISIN
WORLD CORP OF AMERICA, INC., AISIN AUTOMOTIVE CASTING TENNESSEE
INC., AISIN CORPORATION, AISIN AUTOMOTIVE CASTING, LLC,
AISIN MFG ILLINOIS, LLC, and AISIN CANADA INC.**

(the “**Settling Defendants**”)

**CANADIAN AUTO PARTS CLASS ACTIONS
NATIONAL SETTLEMENT AGREEMENT**

TABLE OF CONTENTS

RECITALS	1
SECTION 1 – DEFINITIONS.....	3
SECTION 2 – SETTLEMENT APPROVAL.....	9
2.1 Best Efforts	9
2.2 Motion Seeking Approval of Notice and Certification.....	9
2.3 Motion Seeking Approval of the Settlement Agreement.....	10
2.4 Pre-Motion Confidentiality.....	10
2.5 Settlement Agreement Effective.....	10
SECTION 3 – SETTLEMENT BENEFITS	10
3.1 Payment of Settlement Amount.....	10
3.2 Taxes and Interest.....	12
SECTION 4 - TERMINATION OF SETTLEMENT AGREEMENT	12
4.1 Right of Termination.....	12
4.2 If Settlement Agreement is Terminated.....	13
4.3 Allocation of Settlement Amount Following Termination.....	15
4.4 Survival of Provisions After Termination.....	15
SECTION 5 – RELEASES AND DISMISSALS.....	15
5.1 Release of Releasees	15
5.2 Covenant Not to Sue	16
5.3 No Further Claims.....	16
5.4 Dismissal of the Ontario and Quebec Actions.....	17
5.5 Dismissal of Other Actions.....	17
5.6 Material Term	17
SECTION 6 – BAR ORDER, WAIVER OF SOLIDARITY AND RESERVATION OF OTHER CLAIMS.....	17
6.1 Ontario Bar Order	17
6.2 Quebec Waiver or Renunciation of Solidarity Order	21
6.3 Claims Against Other Entities Reserved.....	21
6.4 Material Term	21
SECTION 7 – EFFECT OF SETTLEMENT.....	22
7.1 No Admission of Liability	22

7.2	Agreement Not Evidence.....	22
7.3	No Further Litigation.....	22
SECTION 8	– CERTIFICATION OR AUTHORIZATION FOR SETTLEMENT PURPOSES ONLY.....	23
SECTION 9	– NOTICE TO SETTLEMENT CLASSES.....	23
9.1	Notices Required.....	23
9.2	Form and Distribution of Notices.....	24
SECTION 10	– ADMINISTRATION AND IMPLEMENTATION.....	24
10.1	Mechanics of Administration.....	24
SECTION 11	– DISTRIBUTION OF THE SETTLEMENT AMOUNT AND ACCRUED INTEREST.....	24
11.1	Distribution Protocol.....	24
11.2	No Responsibility for Administration or Fees.....	25
SECTION 12	– CLASS COUNSEL FEES, DISBURSEMENTS AND ADMINISTRATION EXPENSES.....	25
12.1	Responsibility for Fees, Disbursements and Taxes.....	25
12.2	Responsibility for Costs of Notices and Translation.....	25
12.3	Court Approval for Class Counsel Fees and Disbursements.....	25
SECTION 13	– MISCELLANEOUS.....	26
13.1	Motions for Directions.....	26
13.2	Headings, etc.....	26
13.3	Computation of Time.....	26
13.4	Ongoing Jurisdiction.....	27
13.5	Governing Law.....	27
13.6	Entire Agreement.....	27
13.7	Amendments.....	27
13.8	Binding Effect.....	28
13.9	Counterparts.....	28
13.10	Negotiated Agreement.....	28
13.11	Language.....	28
13.12	Transaction.....	29
13.13	Recitals.....	29
13.14	Schedules.....	29
13.15	Acknowledgements.....	29

13.16	Authorized Signatures.....	29
13.17	Notice.....	30
13.18	Date of Execution	30

**CANADIAN AUTO PARTS CLASS ACTIONS
NATIONAL SETTLEMENT AGREEMENT**

RECITALS

A. WHEREAS the Proceedings were commenced by the Quebec Plaintiff in Quebec and the Ontario Plaintiffs in Ontario and the Plaintiffs claim class-wide damages allegedly caused as a result of the conduct alleged therein;

B. WHEREAS the Proceedings allege that some or all of the Releasees participated in an unlawful conspiracy to rig bids for, and to raise, fix, maintain or stabilize the prices of the Relevant Parts sold in Canada and elsewhere during the Class Periods, contrary to Part VI of the *Competition Act*, RSC 1985, c C-34 and the common law and/or the civil law;

C. WHEREAS the Settlement Class Members were permitted an opportunity to opt out of the Proceedings and the deadlines to opt out of the Proceedings have passed. One Person validly and timely exercised the right to opt out of the Access Mechanisms Proceedings; three Persons validly and timely exercised the right to opt out of the Door Latches and Closure Systems Proceedings; and three Persons validly and timely exercised the right to opt out of the Valve Timing Control Devices Proceedings;

D. WHEREAS the Releasees do not admit, through the execution of this Settlement Agreement or otherwise, any allegation of unlawful conduct alleged in the Proceedings, or in any Other Actions, and otherwise deny all liability and assert that they have complete defences in respect of the merits of the Proceedings and any Other Actions or otherwise;

E. WHEREAS on March 1, 2021, The Pickering Auto Mall Ltd. amalgamated with 2061222 Ontario Ltd. to form 5045320 Ontario Ltd, and Sheridan Chevrolet Cadillac Ltd. amalgamated with Gazarek Realty Holdings Ltd. and Gerald A. Gazarek Holdings Ltd. to form Gazarek Realty Holdings Ltd.;

F. WHEREAS the Plaintiffs, Class Counsel and the Settling Defendants agree that neither this Settlement Agreement nor any statement made in the negotiation thereof shall be deemed or construed to be an admission by or evidence against the Releasees or evidence of the truth of any of the Plaintiffs' allegations against the Releasees, which allegations are expressly denied by the Settling Defendants;

G. WHEREAS the Settling Defendants are entering into this Settlement Agreement in order to achieve a final and nation-wide resolution of all claims asserted or which could have been asserted against the Releasees by the Plaintiffs and the Settlement Classes in the Proceedings and any Other Actions, and to avoid further expense, inconvenience and the distraction of burdensome and protracted litigation;

H. WHEREAS the Settling Defendants do not hereby attorn to the jurisdiction of the Courts or any other court or tribunal in respect of any civil, criminal or administrative process except to the extent they have previously done so in the Proceedings or as expressly provided in this Settlement Agreement with respect to the Proceedings;

I. WHEREAS Counsel for the Settling Defendants and Class Counsel have engaged in arm's-length settlement discussions and negotiations, resulting in this Settlement Agreement related to Canada;

J. WHEREAS as a result of these settlement discussions and negotiations, the Settling Defendants and the Plaintiffs have entered into this Settlement Agreement which sets out all of the terms and conditions of the settlement between the Settling Defendants and the Plaintiffs, both individually and on behalf of the Settlement Classes;

K. WHEREAS Class Counsel, on their own behalf and on behalf of the Plaintiffs and the proposed Settlement Classes, have reviewed and fully understand the terms of this Settlement Agreement and, based on their analyses of the facts and law applicable to the Plaintiffs' claims, having regard to the burdens and expense associated with prosecuting the Proceedings, including the risks and uncertainties associated with trials and appeals, and having regard to the value of the Settlement Agreement, have concluded that this Settlement Agreement is fair, reasonable and in the best interests of the Plaintiffs and the proposed Settlement Classes;

L. WHEREAS the Parties therefore wish to and hereby finally resolve on a national basis, without admission of liability, the Proceedings and any Other Actions as against the Releasees;

M. WHEREAS the Parties consent to certification of the Ontario Actions and the authorization of the Quebec Action as class proceedings and to the Settlement Classes and a Common Issue in respect of the Ontario Actions and Quebec Action solely for the purposes of implementing this Settlement Agreement and contingent on approval by the Ontario and Quebec Courts as provided

for in this Settlement Agreement, on the express understanding that such certification or authorization shall not derogate from the respective rights of the Parties in the event that this Settlement Agreement is not approved, is terminated or otherwise fails to take effect for any reason;

N. WHEREAS the Ontario and Quebec Plaintiffs assert that they are adequate class representatives for the Settlement Classes they seek to represent and will seek to be appointed as representative plaintiffs in their respective Proceeding; and

O. WHEREAS the Parties intend to pursue the approval of this Settlement Agreement through the Ontario and Quebec Courts;

NOW THEREFORE, in consideration of the covenants, agreements and releases set forth herein and for other good and valuable consideration, the receipt and sufficiency of which is hereby acknowledged, it is agreed by the Parties that the Ontario and Quebec Actions be settled and dismissed with prejudice as to the Settling Defendants only, all without costs as to the Plaintiffs, the Settlement Classes the Ontario and Quebec Plaintiffs seek to represent, and the Settling Defendants, subject to the approval of the Ontario and Quebec Courts, on the following terms and conditions:

SECTION 1 – DEFINITIONS

For the purposes of this Settlement Agreement, including the recitals and schedules hereto:

(1) ***Administration Expenses*** means all fees, disbursements, expenses, costs, taxes and any other amounts incurred or payable by the Plaintiffs, Class Counsel or otherwise for the approval, implementation and operation of this Settlement Agreement, including the costs of notices, but excluding Class Counsel Fees and Class Counsel Disbursements.

(2) ***Automotive Access Mechanisms*** means a variety of automotive access mechanisms used within a vehicle including, but not limited to, inside and outside door handles, tailgate or trunk handles; keys, lock sets, key sets and door locks; and electrical steering column locks and mechanical steering column locks.

(3) ***Automotive Vehicle*** means passenger cars, sport utility vehicles (SUVs), vans, and light trucks (up to 10,000 lbs).

- (4) **Claims Administrator** means the firm proposed by Class Counsel and appointed by the Ontario and Quebec Courts, as applicable, to administer the Settlement Amount in accordance with the provisions of this Settlement Agreement and the Distribution Protocol, and any employees of such firm.
- (5) **Class Counsel** means Ontario Counsel and Quebec Counsel.
- (6) **Class Counsel Disbursements** include the disbursements and applicable taxes incurred by Class Counsel in the prosecution of the Proceedings, as well as any adverse costs awards issued against the Plaintiffs in the Proceedings.
- (7) **Class Counsel Fees** means the fees of Class Counsel, and any applicable taxes or charges thereon, including any amounts payable as a result of the Settlement Agreement by Class Counsel or the Settlement Class Members to any other body or Person.
- (8) **Class Period** means, in respect of each Proceeding, the class period for that proceeding as defined in Schedule A.
- (9) **Closure Systems** means devices to maintain and control access to a vehicle and to reliably open and close a vehicle's doors, lift-gates, trunks, hoods and door windows in order to protect the vehicle and its occupants. Closure systems encompass various components such as latches, strikers, window systems (including window regulators) and door modules. Latches and strikers are used to secure automotive side and sliding doors, tailgates and trunks. Latches are technologically advanced complex products, whereas strikers are simpler commodity products. Window regulators are manual or electronic window lift assemblies for front and rear door applications in vehicles to automatically raise or lower windows. Depending on the customer's preferences, window regulators may be integrated into door modules or procured on a stand-alone basis. A door module is an assembly of components that operate the door's electronic and mechanical functionalities. It consists of a rubber-sealed carrier, onto which a variety of door components such as the window lift mechanism, the wing mirror electric motor, the wiring, the loud speaker, the door latch inner release cable, a latch and various switches are fitted, forming a "cassette".
- (10) **Common Issue** means, in respect of each Proceeding, the common issue for that Proceeding as defined in Schedule A.

- (11) **Counsel for the Settling Defendants** means Stikeman Elliott LLP.
- (12) **Courts** means the Ontario Court and the Quebec Court.
- (13) **Date of Execution** means the date on the cover page as of which the Parties have executed this Settlement Agreement.
- (14) **Defendants** means the entities named as defendants in any of the Proceedings as set out in Schedule A, and any Persons added as defendants in any of the Proceedings in the future. For greater certainty, Defendants includes the Settling Defendants and the Settled Defendants.
- (15) **Distribution Protocol** means the plan for distributing the Settlement Amount and accrued interest, in whole or in part, as approved by the Ontario and Quebec Courts, as applicable.
- (16) **Door Latches** includes side-door latches and latch minimodules (also known as minimodule latches). Latches and strikers are used to secure automotive side and sliding doors, tailgates and trunks. Latch minimodules include the side-door latches and all of the related mechanical operating components, including the electric lock function.
- (17) **Effective Date** means the date when:
- (a) Final Orders have been received from the Ontario and Quebec Courts approving this Settlement Agreement.
- (18) **Excluded Person** means each Defendant, the directors and officers of each Defendant, the subsidiaries or affiliates of each Defendant, the entities in which each Defendant or any of that Defendant's subsidiaries or affiliates have a controlling interest and the legal representatives, heirs, successors and assigns of each of the foregoing, and those Persons who validly and timely opted-out of the applicable Proceeding in accordance with the orders of the applicable Court.
- (19) **Final Order** means a final order, judgment or equivalent decree entered by either of the Courts, once the time to appeal such order has expired without any appeal being taken, if an appeal lies, or if the order is appealed, once there has been affirmation of the order upon a final disposition of all appeals.

- (20) ***Non-Settling Defendant*** means any Defendant that is not: (i) a Settling Defendant; (ii) a Settled Defendant; or (iii) a Defendant against whom the Proceedings have been dismissed or discontinued, either before or after the Date of Execution.
- (21) ***Ontario Actions*** means the Ontario Actions as defined in Schedule A and includes any actions subsequently consolidated into the Ontario Actions.
- (22) ***Ontario Counsel*** means Sotos LLP.
- (23) ***Ontario Court*** means the Ontario Superior Court of Justice.
- (24) ***Ontario Plaintiffs*** means, in respect of each of the Ontario Actions, the entities named as plaintiffs as set out in Schedule A.
- (25) ***Ontario Settlement Class*** means, in respect of each Ontario Action, the settlement class as defined in Schedule A.
- (26) ***Other Actions*** means actions or proceedings, excluding the Proceedings, relating to Released Claims commenced by a Settlement Class Member either before or after the Effective Date.
- (27) ***Party and Parties*** means the Settling Defendants, the Plaintiffs, and, where necessary, the Settlement Class Members.
- (28) ***Person*** means an individual, corporation, partnership, limited partnership, limited liability company, association, joint stock company, estate, legal representative, trust, trustee, executor, beneficiary, unincorporated association, government or any political subdivision or agency thereof, and any other business or legal entity and their heirs, predecessors, successors, representatives, or assignees.
- (29) ***Plaintiffs*** means the Ontario Plaintiffs and Quebec Plaintiff.
- (30) ***Proceedings*** means the Ontario Actions, the Quebec Action and the Related Action, and “Proceeding” means the Ontario Actions, the Quebec Action and the Related Action, as applicable.
- (31) ***Quebec Action*** means the Quebec Action as defined in Schedule A and includes any actions subsequently consolidated into the Quebec Action.

- (32) **Quebec Counsel** means Siskinds Desmeules s.e.n.c.r.l.
- (33) **Quebec Court** means the Superior Court of Quebec.
- (34) **Quebec Plaintiff** means Serge Asselin.
- (35) **Quebec Settlement Class** means the settlement class in respect of the Quebec Action as defined in Schedule A.
- (36) **Related Action** means the Related Action, as defined in Schedule A and includes any action subsequently consolidated into the Related Action.
- (37) **Released Claims** means any and all manner of claims, demands, actions, suits, causes of action, whether class, individual or otherwise in nature, whether personal or subrogated, damages of any kind (including compensatory, punitive or other damages) whenever incurred, liabilities of any nature whatsoever, including interest, costs, expenses, class administration expenses (including Administration Expenses), penalties, and lawyers' fees (including Class Counsel Fees and Class Counsel Disbursements), known or unknown, suspected or unsuspected, actual or contingent, liquidated or unliquidated, in law, under statute or in equity, that any of the Releasors ever had, now has or hereafter can, shall or may have, relating in any way to the purchase, sale, pricing, discounting, manufacturing, marketing, offering or distributing of the Relevant Parts, whether purchased directly or indirectly, including as part of an Automotive Vehicle, including any claims for consequential, subsequent or follow-on harm that arises after the Date of Execution in respect of any agreement, combination, conspiracy or conduct that occurred during the applicable Class Period. The Released Claims do not include: (i) claims based on negligence, personal injury, breach of contract, bailment, failure to deliver lost goods, damaged or delayed goods, product defects, breach of warranty, securities, or similar claims between the Parties that relate to the Relevant Parts (unless such claims allege anticompetitive conduct or anticompetitive communications among competitors); (ii) claims brought (whether before or after the Effective Date) outside of Canada relating to purchases of the Relevant Parts outside of Canada; (iii) claims brought (whether before or after the Effective Date) under laws other than those of Canada relating to purchases of the Relevant Parts outside of Canada; or (iv) claims concerning any automotive part other than the Relevant Parts, where such claims do not concern the Relevant Parts.

(38) **Releasees** means, jointly and severally, individually and collectively, the Settling Defendants and all of their present and former direct and indirect parents, owners, subsidiaries, divisions, affiliates, associates (as defined in the *Canada Business Corporations Act*, RSC 1985, c C-44), partners, joint ventures, franchisees, dealers, insurers, and all other Persons, partnerships or corporations with whom any of the former have been, or are now, affiliated, and all of their respective past, present and future officers, directors, employees, agents, mandataries, shareholders, attorneys, trustees, servants and representatives, members, managers and the predecessors, successors, purchasers, heirs, executors, administrators and assigns of each of the foregoing, excluding always the Non-Settling Defendants and the Non-Settling Defendants' related entities.

(39) **Releasors** means, jointly and severally, individually and collectively, the Plaintiffs and the Settlement Class Members, on behalf of themselves and any Person or entity claiming by or through them as a parent, subsidiary, affiliate, predecessor, successor, shareholder, partner, director, owner of any kind, agent, principal, employee, contractor, attorney, heir, executor, administrator, insurer, devisee, assignee, or representative of any kind, other than Persons who validly and timely opted out of the applicable Proceeding in accordance with orders of the Courts.

(40) **Relevant Parts** means Automotive Access Mechanisms, Closure Systems, Door Latches and Valve Timing Control Devices.

(41) **Settled Defendants** means any Defendant (excluding the Settling Defendants) that executes its own settlement agreement with the Plaintiffs in the Proceedings and whose settlement agreement becomes effective in accordance with its terms, whether or not such settlement agreement is in existence at the Date of Execution.

(42) **Settlement Agreement** means this agreement, including the recitals and schedules.

(43) **Settlement Amount** means US\$1,900,000.

(44) **Settlement Class** means, in respect of each Proceeding, the settlement class for that Proceeding as defined in Schedule A.

(45) **Settlement Class Member** means a member of the Settlement Class.

(46) **Settling Defendants** means Aisin Seiki Co., Ltd., Aisin Ltd., Aisin Holdings of America Inc., Aisin World Corp of America Inc., Aisin Automotive Casting Tennessee Inc., Aisin Corporation, Aisin Automotive Casting, LLC, Aisin Mfg. Illinois LLC, and Aisin Canada Inc.

(47) **Trust Account** means a guaranteed investment vehicle, liquid money market account or equivalent security with a rating equivalent to or better than that of a Canadian Schedule I bank (a bank listed in Schedule I of the *Bank Act*, SC 1991, c 46) held at a Canadian financial institution under the control of Sotos LLP or the Claims Administrator, once appointed, for the benefit of the Settlement Class Members or the Settling Defendants, as provided for in this Settlement Agreement.

(48) **Valve Timing Control Devices** means a device or set of devices within the variable valve timing system which controls the timing of the opening and closing of engine valves.

SECTION 2 – SETTLEMENT APPROVAL

2.1 Best Efforts

- (1) The Parties shall use their best efforts to implement this Settlement Agreement and to:
 - (a) secure the prompt, complete and final dismissal with prejudice of the Ontario Actions as against the Settling Defendants named in that Action; and
 - (b) secure a declaration of settlement out of court in the Quebec Action.

2.2 Motion Seeking Approval of Notice and Certification

- (1) The Ontario and Quebec Plaintiffs shall file motions before the Ontario and Quebec Courts, as soon as practicable after the Date of Execution, for orders approving the notices described in Section 9.1(1) and certifying or authorizing the Proceedings commenced in their respective jurisdictions as class proceedings as against the Settling Defendants (for settlement purposes only).
- (2) The Ontario orders approving the notices described in Section 9.1(1) and certifying the Ontario Actions for settlement purposes shall be substantially in the form attached as Schedule B. The Quebec order approving the notices described in Section 9.1(1) and authorizing the Quebec Action for settlement purposes shall be agreed upon by the Parties and shall, where possible, mirror the substance and form of the Ontario Order.

2.3 Motion Seeking Approval of the Settlement Agreement

(1) The Plaintiffs shall make best efforts to file a motion before the Ontario and Quebec Courts for orders approving this Settlement Agreement as soon as practicable after:

- (a) the orders referred to in Section 2.2(1) have been granted; and
- (b) the notices described in Section 9.1(1) have been published.

(2) The Ontario orders approving this Settlement Agreement shall be substantially in the form attached as Schedule C. The Quebec order approving the Settlement Agreement shall be agreed upon by the Parties and shall, where possible, mirror the substance and form of the Ontario order.

2.4 Pre-Motion Confidentiality

(1) Until the first of the motions required by Section 2.2(1) is brought, the Parties shall keep all of the terms of the Settlement Agreement confidential and shall not disclose them without the prior consent of Counsel for the Settling Defendants and Class Counsel, as the case may be, except as stated in 2.4(2) and as required for the purposes of financial reporting, the preparation of financial records (including tax returns and financial statements), as necessary to give effect to its terms, or as otherwise required by law.

(2) Upon the Date of Execution, Class Counsel may disclose the existence and terms of this Settlement Agreement to the Courts.

2.5 Settlement Agreement Effective

(1) This Settlement Agreement shall only become final on the Effective Date.

SECTION 3 – SETTLEMENT BENEFITS

3.1 Payment of Settlement Amount

(1) Within thirty (30) of the Date of Execution, the Settling Defendants shall pay the Settlement Amount to Sotos LLP, for deposit into the Trust Account. The Settlement Amount shall be converted by Sotos LLP into Canadian currency upon deposit into the Trust Account.

(2) Payment of the Settlement Amount shall be made by wire transfer. At least thirty (30) days prior to the Settlement Amount becoming due, Sotos LLP will provide, in writing, the following

information necessary to complete the wire transfer: name of bank, address of bank, ABA number, SWIFT number, name of beneficiary, beneficiary's bank account number, beneficiary's address, beneficiary's telephone number and a contact name, and bank contact details.

(3) The Settlement Amount and other consideration to be provided in accordance with the terms of this Settlement Agreement shall be provided in full satisfaction of the Released Claims against the Releasees, and shall be allocated by Class Counsel among the Relevant Parts.

(4) The Settlement Amount shall be allocated to the Settlement Classes as follows:

- (a) Valve Timing Control Devices – USD\$1,800,000;
- (b) Automotive Access Mechanisms – USD\$50,000;
- (c) Door Latches/Closure Systems – USD\$50,000;

(5) The Settlement Amount shall be all-inclusive of all amounts, including interest, costs, Administration Expenses, Class Counsel Fees and Class Counsel Disbursements.

(6) The Releasees shall have no obligation to pay any amount in addition to the Settlement Amount, for any reason, pursuant to or in furtherance of this Settlement Agreement, the Proceedings, or any Other Actions.

(7) Once a Claims Administrator has been appointed in the Proceedings, Sotos LLP shall transfer control of the Trust Account to the Claims Administrator.

(8) Sotos LLP and the Claims Administrator shall maintain the Trust Account as provided for in this Settlement Agreement.

(9) Sotos LLP and the Claims Administrator shall not pay out all or any part of the monies in the Trust Account, except in accordance with this Settlement Agreement, or in accordance with an order of the Ontario and Quebec Courts obtained after notice to the Parties.

3.2 Taxes and Interest

(1) Except as hereinafter provided, all interest earned on the Settlement Amount in the Trust Account shall accrue to the benefit of the Settlement Classes and shall become and remain part of the Trust Account.

(2) Subject to Section 3.2(3), all taxes payable on any interest which accrues on the Settlement Amount in the Trust Account or otherwise in relation to the Settlement Amount shall be paid from the Trust Account. Sotos LLP or the Claims Administrator, as appropriate, shall be solely responsible to fulfill all tax reporting and payment requirements arising from the Settlement Amount in the Trust Account, including any obligation to report taxable income and make tax payments. All taxes (including interest and penalties) due with respect to the income earned by the Settlement Amount shall be paid from the Trust Account.

(3) The Settling Defendants shall have no responsibility to make any filings relating to the Trust Account and will have no responsibility to pay tax on any income earned on the Settlement Amount or pay any taxes on the monies in the Trust Account, unless this Settlement Agreement is not approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason, in which case the interest earned on the Settlement Amount in the Trust Account or otherwise shall be paid to the Settling Defendants who, in such case, shall be responsible for the payment of all taxes on such interest not previously paid by Sotos LLP or the Claims Administrator.

SECTION 4- TERMINATION OF SETTLEMENT AGREEMENT

4.1 Right of Termination

(1) In the event that:

- (a) the Ontario or Quebec Court declines to certify or authorize the Ontario or Quebec Actions, as applicable, for the purposes of the Settlement Agreement;
- (b) the Ontario Court declines to dismiss the Ontario Actions as against the Settling Defendants named in the Ontario Actions;
- (c) the Quebec Court declines to declare settled out of court the Quebec Action as against the Settling Defendants named in the Quebec Action;

- (d) the Ontario or Quebec Court declines to approve this Settlement Agreement or any material part, or approves this Settlement Agreement in a materially modified form;
- (e) the Ontario or Quebec Court issues a settlement approval order that is materially inconsistent with the terms of the Settlement Agreement or not substantially in the form attached to this Settlement Agreement as Schedule C; or
- (f) any order approving this Settlement Agreement made by the Ontario Court or Quebec Court does not become a Final Order;

the Plaintiffs and the Settling Defendants shall each have the right to terminate this Settlement Agreement by delivering a written notice pursuant to Section 13.17, within thirty (30) days following an event described above.

(2) In addition, if the Settlement Amount is not paid in accordance with Section 3.1(1), the Plaintiffs shall have the right to terminate this Settlement Agreement by delivering a written notice pursuant to Section 13.17, within thirty (30) days after such non-payment, or move before the Ontario and Quebec Courts to enforce the terms of this Settlement Agreement.

(3) Except as provided for in Section 4.4, if the Settlement Agreement is not approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason, the Settlement Agreement shall be null and void and have no further force or effect, and shall not be binding on the Parties, and shall not be used as evidence or otherwise in any litigation or in any other way for any reason.

(4) Any order, ruling or determination made or rejected by any Court with respect to:

- (a) Class Counsel Fees or Class Counsel Disbursements; or
- (b) the Distribution Protocol

shall not be deemed to be a material modification of all, or a part, of this Settlement Agreement and shall not provide any basis for the termination of this Settlement Agreement.

4.2 If Settlement Agreement is Terminated

(1) If this Settlement Agreement is not approved, is terminated in accordance with its terms or otherwise fails to take effect for any reason:

- (a) no motion to certify or authorize the Ontario or Quebec Actions as class proceedings on the basis of this Settlement Agreement, or to approve this Settlement Agreement, which has not been decided, shall proceed;
- (b) the Parties will cooperate in seeking to have any issued order(s) certifying or authorizing the Ontario or Quebec Actions as class proceedings on the basis of the Settlement Agreement or approving this Settlement Agreement set aside and declared null and void and of no force or effect, and any Person shall be estopped from asserting otherwise;
- (c) any prior certification or authorization of the Ontario or Quebec Actions as class proceedings on the basis of this Settlement Agreement, including the definitions of the Settlement Classes and the Common Issues pursuant to this Settlement Agreement, shall be without prejudice to any position that any of the Parties or Releasees may take on any issue in the Proceedings, or in any Other Actions or other litigation; and
- (d) within ten (10) days of such termination having occurred, Class Counsel shall make reasonable efforts to destroy all documents or other materials provided by the Settling Defendants and/or Counsel for the Settling Defendants under this Settlement Agreement or containing or reflecting information derived from such documents or other materials received from the Settling Defendants and/or Counsel for the Settling Defendants and, to the extent Class Counsel has disclosed any documents or information provided by the Settling Defendants and/or Counsel for the Settling Defendants to any other Person, shall make reasonable efforts to recover and destroy such documents or information. Class Counsel shall provide Counsel for the Settling Defendants with a written certification by Class Counsel of such destruction. Nothing contained in this Section 4.2 shall be construed to require Class Counsel to destroy any of their work product. However, any documents or information provided by the Settling Defendants and/or Counsel for the Settling Defendants, or received from the Settling Defendants and/or Counsel for the Settling Defendants in connection with this Settlement Agreement, may not be disclosed to any Person in any manner or used, directly or indirectly, by Class

Counsel or any other Person in any way for any reason, without the express prior written permission of the relevant Settling Defendants. Class Counsel shall take appropriate steps and precautions to ensure and maintain the confidentiality of such documents, information and any work product of Class Counsel derived from such documents or information.

4.3 Allocation of Settlement Amount Following Termination

(1) If the Settlement Agreement is not approved, is terminated or otherwise fails to take effect for any reason, Sotos LLP shall, within thirty (30) days of the written notice pursuant to Section 4.1(1), return to the Settling Defendants the amount they have paid to Sotos LLP, plus all accrued interest thereon, but less the Settling Defendants' proportional share of the costs of notices required by Section 9.1(1) and any translations required by Section 13.11.

4.4 Survival of Provisions After Termination

(1) If this Settlement Agreement is not approved, is terminated or otherwise fails to take effect for any reason, the provisions of Sections 3.1(8), 3.2(3), 4.1(3), 4.2, 4.3, 4.4, 7.1, 7.2, and 9.1(2), and the definitions and Schedules applicable thereto shall survive the termination and continue in full force and effect. The definitions and Schedules shall survive only for the limited purpose of the interpretation of Sections 3.1(8), 3.2(3), 4.1(3), 4.2, 4.3, 4.4, 7.1, 7.2, and 9.1(2) within the meaning of this Settlement Agreement, but for no other purposes. All other provisions of this Settlement Agreement and all other obligations pursuant to this Settlement Agreement shall cease immediately.

SECTION 5 – RELEASES AND DISMISSALS

5.1 Release of Releasees

(1) Upon the Effective Date, subject to Section 5.3, and in consideration of payment of the Settlement Amount and for other valuable consideration set forth in the Settlement Agreement, the Releasers forever and absolutely release and forever discharge the Releasees from the Released Claims that any of them, whether directly, indirectly, derivatively, or in any other capacity, ever had, now have, or hereafter can, shall, or may have.

(2) The Plaintiffs and Settlement Class Members acknowledge that they may hereafter discover facts in addition to, or different from, those facts which they know or believe to be true

regarding the subject matter of the Settlement Agreement, and it is their intention to release fully, finally and forever all Released Claims and, in furtherance of such intention, this release shall be and remain in effect notwithstanding the discovery or existence of additional or different facts.

(3) Notwithstanding any of the foregoing, the releases granted pursuant to this Section 5.1 shall be deemed partial for the purposes of article 1687 and following the *Civil Code of Quebec*, shall inure only to the benefit of the Releasees and shall not preclude, foreclose or otherwise limit the rights of Settlement Class Members who are residents of Quebec against unnamed alleged co-conspirators that are not Releasees.

5.2 Covenant Not to Sue

(1) Upon the Effective Date, and notwithstanding Section 5.1, for any Settlement Class Members resident in any province or territory where the release of one tortfeasor is a release of all other tortfeasors, the Releasors do not release the Releasees but instead the Releasors covenant and undertake not to make any claim in any way or to threaten, commence, participate in or continue any proceeding in any jurisdiction against the Releasees in respect of or in relation to the Released Claims. For greater certainty, Section 5.1(3) continues to apply to residents of Quebec.

5.3 No Further Claims

(1) Upon the Effective Date, each Releasor shall not now or hereafter institute, continue, maintain, intervene in or assert, either directly or indirectly, whether in Canada or elsewhere, on their own behalf or on behalf of any class or any other Person, any proceeding, cause of action, claim or demand against any Releasee, or any other Person who may claim contribution or indemnity, or other claims over relief, from any Releasee, whether pursuant to the *Negligence Act*, RSO 1990, c N 1 or other legislation or at common law or equity in respect of any Released Claim, except for the continuation of Ontario Superior Court of Justice Court File No. CV-17-587725-00CP against the Non-Settling Defendants or named or unnamed co-conspirators that are not Releasees or, if the Proceedings are not certified as class proceedings with respect to the Non-Settling Defendants, the continuation of the claims asserted in the Proceedings on an individual basis or otherwise against any Non-Settling Defendant or named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee. For greater certainty and without limiting the generality of the foregoing, the Releasors shall not assert or pursue a Released Claim, against any Releasee under the laws of any foreign jurisdiction.

5.4 Dismissal of the Ontario and Quebec Actions

- (1) Upon the Effective Date, the Ontario Actions shall be dismissed with prejudice and without costs as against the Settling Defendants named in the Ontario Actions.
- (2) Upon the Effective Date, the Quebec Action shall be declared settled out of court with prejudice and without costs as against the Settling Defendants named in the Quebec Action.

5.5 Dismissal of Other Actions

- (1) Upon the Effective Date, each member of the Settlement Classes shall be deemed to irrevocably consent to the dismissal, without costs, with prejudice and without reservation, of his, her or its Other Actions against the Releasees, to the extent such Other Actions relate to Released Claims.
- (2) Upon the Effective Date, all Other Actions commenced in Ontario by any Settlement Class Member, to the extent such Other Actions relate to Released Claims, shall be dismissed as against the Releasees, without costs, with prejudice and without reservation.
- (3) Upon the Effective Date, each member of the Quebec Settlement Class, with the exception of those deemed excluded under Article 580(2) of the *Code of Civil Procedure*, shall be deemed to irrevocably consent to the dismissal, without costs and without reservation, of his, her or its Other Actions against the Releasees, to the extent such Other Actions relate to the Released Claims.

5.6 Material Term

- (1) The releases, covenants, dismissals, and granting of consent contemplated in this Section shall be considered a material term of the Settlement Agreement and the failure of the Ontario or Quebec Court to approve the releases, covenants, dismissals, and granting of consent contemplated herein shall give rise to a right of termination pursuant to Section 4.1 of the Settlement Agreement.

SECTION 6 – BAR ORDER, WAIVER OF SOLIDARITY AND RESERVATION OF OTHER CLAIMS

6.1 Ontario Bar Order

- (1) In all actions other than Ontario Superior Court of Justice Court File No. CV-17-587725-00CP, Class Counsel shall seek a bar order from the Ontario Court providing that to the extent

such claims are recognized at law, all claims for contribution, indemnity or other claims over, whether asserted, unasserted or asserted in a representative capacity, inclusive of interest, taxes and costs, relating to the Released Claims, which were or could have been brought in the Proceedings or any Other Actions, or otherwise, by any named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee, any Settled Defendant or any other Person or party against a Releasee, or by a Releasee against any named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee, any Settled Defendant, or any other Person or party, are barred, prohibited and enjoined in accordance with the terms of this Section 6.1 (unless such claim is made in respect of a claim by a Person who has validly opted-out of the applicable Proceeding).

(2) In Ontario Superior Court of Justice Court File No. CV-17-587725-00CP, Class Counsel shall seek a bar order from the Ontario Court providing for the following:

- (a) to the extent such claims are recognized at law, all claims for contribution, indemnity or other claims over, whether asserted, unasserted or asserted in a representative capacity, inclusive of interest, taxes and costs, relating to the Released Claims, which were or could have been brought in the Proceedings or any Other Actions, or otherwise, by any Non-Settling Defendant, any named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee, any Settled Defendant or any other Person or party against a Releasee, or by a Releasee against any Non-Settling Defendant, any named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee, any Settled Defendant, or any other Person or party, are barred, prohibited and enjoined in accordance with the terms of this Section (unless such claim is made in respect of a claim by a Person who has validly opted out of the Proceedings);
- (b) if the Ontario Court ultimately determines that a claim for contribution and indemnity or other claim over, whether in equity or in law, by statute or otherwise is a legally recognized claim:
 - (i) the Ontario Plaintiff and Settlement Class Members shall not be entitled to claim or recover from the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee that portion of any damages (including punitive damages, if any), restitutionary award, disgorgement of profits, interest and costs (including investigative costs claimed

pursuant to section 36 of the *Competition Act*, RSC 1985, c 34) that corresponds to the Proportionate Liability of the Releasees proven at trial or otherwise;

- (ii) the Ontario Plaintiff and Settlement Class Members shall limit their claims against the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee to include only, and shall only seek to recover from the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee, those claims for damages (including punitive damages, if any), restitutionary award, disgorgement of profits, interest and costs (including investigative costs claimed pursuant to section 36 of the *Competition Act*, RSC 1985, c 34)) attributable to the aggregate of the several liability of the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee to the Ontario Plaintiff and Settlement Class Members, if any, and, for greater certainty, Settlement Class Members shall be entitled to claim and seek to recover on a joint and several basis as between the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee, if permitted by law; and
- (iii) the Ontario Court shall have full authority to determine the Proportionate Liability of the Releasees at the trial or other disposition of the Ontario Action, whether or not the Releasees remain in the Ontario Action or appear at the trial or other disposition, and the Proportionate Liability of the Releasees shall be determined as if the Releasees are parties to the Ontario Action and any determination by the Ontario Court in respect of the Proportionate Liability of the Releasees shall only apply in the relevant Proceeding and shall not be binding on the Releasees in any other proceeding;

- (c) after the Ontario Action against the Non-Settling Defendants has been certified and all appeals or times to appeal have been exhausted and on at least twenty (20) days' notice to Counsel for the Settling Defendants, a Non-Settling Defendant may, on motion to the Ontario Court, seek an Order for the following, which order shall be determined as if the Settling Defendants remained parties to the relevant Proceeding:
- (i) documentary discovery and affidavit(s) of documents from the Settling Defendant(s) in accordance with the Rules of Civil Procedure RRO 1990, Reg 194;
 - (ii) oral discovery of representative(s) of the Settling Defendant(s), the transcript of which may be read in at trial;
 - (iii) leave to serve a request(s) to admit on the Settling Defendant(s) in respect of factual matters; and/or
 - (iv) the production of a representative(s) of the Settling Defendant(s) to testify at trial, with such witness to be subject to cross-examination by counsel for the Non-Settling Defendants.
- (d) the Settling Defendants retain all rights to oppose any motion brought pursuant to Section 7.1(1)(c), including any such motion brought at trial seeking an order requiring the Settling Defendants to produce a representative to testify at trial. Moreover, nothing herein restricts the Settling Defendants from seeking a protective order to maintain confidentiality and protection of proprietary information in respect of documents to be produced and/or for information obtained from discovery in accordance with Section 7.1(1)(c);
- (e) on any motion brought pursuant to Section 7.1(1)(c), the Ontario Court may make such orders as to costs and other terms as it considers appropriate;
- (f) to the extent that such an order is granted and discovery is provided to a Non-Settling Defendant, a copy of all documentary discovery and the transcripts of any oral discovery shall, at the expense of Class Counsel, be provided by the Settling

Defendants to the Plaintiffs through Class Counsel within thirty (30) days of such discovery being provided to a Non-Settling Defendant;

- (g) the Ontario Court will retain an ongoing supervisory role over the discovery process and the Settling Defendants will attorn to the jurisdiction of the Ontario Court for these purposes; and
- (h) a Non-Settling Defendant may effect service of the motion(s) referred to in Section 7.1(1)(c) on a Settling Defendant by service on Counsel for the Settling Defendants.

6.2 Quebec Waiver or Renunciation of Solidarity Order

(1) Class Counsel shall seek a declaration by the Quebec Court that the Quebec Plaintiff and the Quebec Settlement Class have renounced the benefit of solidarity. The declaration obtained will provide for the following:

- (a) the Quebec Plaintiff and Quebec Settlement Class Members expressly waive and renounce the benefit of solidarity against any other Person or party that is not a Releasee with respect to the facts, deeds or other conduct of the Releasees; and
- (b) any claims in warranty or any other claim or joinder of parties to obtain any contribution or indemnity from the Releasees or relating to the Released Claims shall be inadmissible and void in the context of the Quebec Action or any Other Action commenced in Quebec.

6.3 Claims Against Other Entities Reserved

(1) Except as provided herein, this Settlement Agreement does not settle, compromise, release or limit in any way whatsoever any claim by the Releasors against any Person other than the Releasees.

6.4 Material Term

(1) The Parties acknowledge that the bar orders, waiver or renunciation of solidarity, and reservation of rights contemplated in this Section 6 shall be considered a material term of the Settlement Agreement and the failure of the Ontario or Quebec Court to approve the bar orders,

waiver or renunciation of solidarity, and reservations of rights contemplated herein shall give rise to a right of termination pursuant to Section 4.1 of the Settlement Agreement.

SECTION 7 – EFFECT OF SETTLEMENT

7.1 No Admission of Liability

(1) The Plaintiffs and the Releasees expressly reserve all of their rights if the Settlement Agreement is not approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason. Further, whether or not the Settlement Agreement is finally approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason, this Settlement Agreement and anything contained herein, any and all negotiations, documents, discussions and proceedings associated with this Settlement Agreement, and any action taken to carry out this Settlement Agreement, shall not be deemed, construed, or interpreted to be an admission of any violation of any statute or law, or of any wrongdoing or liability by the Releasees, or of the truth of any of the claims or allegations contained in the Proceedings, any Other Actions, or any other pleading filed by the Plaintiffs.

7.2 Agreement Not Evidence

(1) The Parties agree that, whether or not it is finally approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason, this Settlement Agreement and anything contained herein, and any and all negotiations, documents, discussions and proceedings associated with this Settlement Agreement, and any action taken to carry out this Settlement Agreement, shall not be referred to, offered as evidence or received in evidence in any pending or future civil, criminal or administrative action or proceeding, except in a proceeding to approve and/or enforce this Settlement Agreement, to defend against the assertion of Released Claims, as necessary in any insurance-related proceeding, or as otherwise required by law.

7.3 No Further Litigation

(1) No Class Counsel, nor anyone currently or hereafter employed by or a partner with Class Counsel, may directly or indirectly participate or be involved in or in any way assist with respect to any claim made or action commenced by any Person against the Settling Defendants which relates to or arises from the Released Claims, except in relation to the continued prosecution of Ontario Superior Court of Justice Court File No. CV-17-587725-00CP against the Non-Settling Defendants or named or unnamed co-conspirators that are not Releasees or, if the Proceedings are

not certified as class proceedings with respect to the Non-Settling Defendants, the continuation of the claims asserted in the Proceedings on an individual basis or otherwise against any Non-Settling Defendant or named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee. Moreover, Class Counsel or anyone currently or hereafter employed by or a partner with Class Counsel may not divulge to anyone for any purpose any information obtained in the course of the Proceedings or the negotiation and preparation of this Settlement Agreement, except to the extent such information was, is or becomes otherwise publicly available or unless ordered to do so by a court.

SECTION 8– CERTIFICATION OR AUTHORIZATION FOR SETTLEMENT PURPOSES ONLY

(1) The Parties agree that the Ontario and Quebec Actions shall be certified or authorized as class proceedings as against the Settling Defendants named in the applicable Proceeding solely for purposes of settlement of the Proceedings and the approval of this Settlement Agreement by the Ontario and Quebec Courts.

(2) The Plaintiffs agree that, in the motion for certification or authorization of the Ontario and Quebec Actions as class proceedings for settlement purposes and for the approval of this Settlement Agreement, the only common issues that they will seek to define are the Common Issues and the only classes that they will assert are the Settlement Classes.

(3) The Parties agree that the certification of Ontario Superior Court of Justice Court File No. CV-17-587725-00CP as against the Settling Defendants named in that action for the purpose of implementing this Settlement Agreement shall not derogate in any way from the rights of the Plaintiffs as against the Non-Settling Defendants, except as expressly set out in this Settlement Agreement.

SECTION 9 – NOTICE TO SETTLEMENT CLASSES

9.1 Notices Required

(1) The proposed Settlement Classes shall be given a single notice of: (i) the certification or authorization of the Ontario and Quebec Actions as class proceedings as against the Settling Defendants for settlement purposes; (ii) the hearing at which the Ontario and Quebec Courts will be asked to approve the Settlement Agreement; and (iii) if they are brought with the hearing to

approve the Settlement Agreement, the hearings to approve Class Counsel Fees and Class Counsel Disbursements.

(2) If this Settlement Agreement is not approved, is terminated, or otherwise fails to take effect, the proposed Settlement Classes shall be given notice of such event.

9.2 Form and Distribution of Notices

(1) The notices shall be in a form agreed upon by the Parties and approved by the Ontario and Quebec Courts or, if the Parties cannot agree on the form of the notices, the notices shall be in a form ordered by the Ontario and Quebec Courts.

(2) The notices shall be disseminated by a method agreed upon by the Parties and approved by the Ontario and Quebec Courts or, if the Parties cannot agree on a method for disseminating the notices, the notices shall be disseminated by a method ordered by the Ontario and Quebec Courts.

SECTION 10 – ADMINISTRATION AND IMPLEMENTATION

10.1 Mechanics of Administration

(1) Except to the extent provided for in this Settlement Agreement, the mechanics of the implementation and administration of this Settlement Agreement shall be determined by the Ontario and Quebec Courts on motions brought by Class Counsel.

SECTION 11– DISTRIBUTION OF THE SETTLEMENT AMOUNT AND ACCRUED INTEREST

11.1 Distribution Protocol

(1) At a time wholly within the discretion of Class Counsel, but on notice to the Settling Defendants, Class Counsel will bring a motion seeking an order from the Ontario and Quebec Courts approving the Distribution Protocol. The motion can be brought before the Effective Date, but the order approving the Distribution Protocol shall be conditional on the Effective Date occurring.

(2) The Distribution Protocol shall require Settlement Class Members seeking compensation to give credit for any compensation received through other proceedings or in private out-of-class settlements, unless by such proceedings or private out-of-class settlements the Settlement Class

Member's claim was released in its entirety, in which case the Settlement Class Member shall be deemed ineligible for any further compensation.

(3) In addition, the Distribution Protocol shall treat residents of Quebec in the equivalent manner to residents elsewhere in Canada and must comply with the requirements of Quebec law, including in respect of remittances to the Fonds d'Aide aux actions collectives and in case of any remaining balance to be allocated *cy pres* to one or more recipients to be approved by the Ontario Court, *The Act Respecting the Fonds d'aide aux actions collectives*, CQLR c F-3.2.0.1.1 will apply to the portion of any remaining balance, if any, attributable to Quebec Class Members.

11.2 No Responsibility for Administration or Fees

(1) Except as otherwise provided for in this Settlement Agreement, the Settling Defendants shall not have any responsibility, financial obligations or liability whatsoever with respect to the administration of the Settlement Agreement or the investment, distribution or administration of monies in the Trust Account including, but not limited to Administration Expenses.

SECTION 12 – CLASS COUNSEL FEES, DISBURSEMENTS AND ADMINISTRATION EXPENSES

12.1 Responsibility for Fees, Disbursements and Taxes

(1) The Settling Defendants shall not be liable for any Class Counsel Fees, Class Counsel Disbursements, or taxes of any of the lawyers, experts, advisors, agents, or representatives retained by Class Counsel, the Plaintiffs or the Settlement Class Members, or any lien of any Person on any payment to any Settlement Class Member from the Settlement Amount.

12.2 Responsibility for Costs of Notices and Translation

(1) Sotos LLP shall pay the costs of the notices required by Section 9 and any costs of translation required by Section 13.11 from the Trust Account, as they become due. Subject to Section 4.3, the Releasees shall not have any responsibility for the costs of the notices or translation.

12.3 Court Approval for Class Counsel Fees and Disbursements

(1) Class Counsel may seek the Ontario and Quebec Courts' approval to pay Class Counsel Disbursements and Class Counsel Fees contemporaneous with seeking approval of this Settlement

Agreement. Class Counsel Disbursements and Class Counsel Fees shall be reimbursed and paid solely out of the Trust Account after the Effective Date. Except as provided herein, Administration Expenses may only be paid out of the Trust Account after the Effective Date. No other Class Counsel Disbursements or Class Counsel Fees shall be paid from the Trust Account prior to the Effective Date.

SECTION 13 – MISCELLANEOUS

13.1 Motions for Directions

- (1) Class Counsel or the Settling Defendants may apply to the Ontario Court for directions in respect of the interpretation, implementation and administration of this Settlement Agreement.
- (2) All motions contemplated by this Settlement Agreement shall be on notice to the Parties, except for those applications concerned solely with the implementation and administration of the Distribution Protocol.

13.2 Headings, etc.

- (1) In this Settlement Agreement:
 - (a) the division of the Settlement Agreement into sections and the insertion of headings are for convenience of reference only and shall not affect the construction or interpretation of this Settlement Agreement; and
 - (b) the terms “this Settlement Agreement,” “hereof,” “hereunder,” “herein,” and similar expressions refer to this Settlement Agreement and not to any particular section or other portion of this Settlement Agreement.

13.3 Computation of Time

- (1) In the computation of time in this Settlement Agreement, except where a contrary intention appears,
 - (a) where there is a reference to a number of days between two events, the number of days shall be counted by excluding the day on which the first event happens and including the day on which the second event happens, including all calendar days; and

- (b) only in the case where the time for doing an act expires on a holiday as “holiday” is defined in the *Rules of Civil Procedure*, RRO 1990, Reg 194, the act may be done on the next day that is not a holiday.

13.4 Ongoing Jurisdiction

(1) Each of the Courts shall retain exclusive jurisdiction over the Proceedings commenced in its jurisdiction, and the Parties and the Class Counsel Fees in that Proceedings.

(2) No Party shall ask a Court to make any order to give any direction in respect of any matter of shared jurisdiction unless that order or direction is conditional upon a complementary order or direction being made or given by the other Court(s) and which it shares jurisdiction over that matter.

(3) Notwithstanding Sections 13.4(1) and 13.4(2), the Ontario Court shall exercise jurisdiction with respect to implementation, administration, interpretation and enforcement of the terms of this Settlement Agreement, and the Trust Account, and the Plaintiffs, Settlement Class Members and Settling Defendants attorn to the jurisdiction of the Ontario Court for such purposes.

13.5 Governing Law

(1) This Settlement Agreement shall be governed by and construed and interpreted in accordance with the laws of the Province of Ontario and the laws of Canada applicable therein.

13.6 Entire Agreement

(1) This Settlement Agreement constitutes the entire agreement among the Parties, and supersedes all prior and contemporaneous understandings, undertakings, negotiations, representations, promises, agreements, agreements in principle and memoranda of understanding in connection herewith. None of the Parties will be bound by any prior obligations, conditions or representations with respect to the subject matter of this Settlement Agreement, unless expressly incorporated herein.

13.7 Amendments

(1) This Settlement Agreement may not be modified or amended except in writing and on consent of all Parties hereto, and any such modification or amendment must be approved by the Court with jurisdiction over the matter to which the amendment relates.

13.8 Binding Effect

(1) This Settlement Agreement shall be binding upon, and enure to the benefit of, the Plaintiffs, the Settlement Class Members, the Settling Defendants, the Releasors, the Releasees and all of their successors and assigns. Without limiting the generality of the foregoing, each and every covenant and agreement made herein by the Plaintiffs shall be binding upon all Releasors and each and every covenant and agreement made herein by the Settling Defendants shall be binding upon all of the Releasees.

13.9 Counterparts

(1) This Settlement Agreement may be executed in counterparts, all of which taken together will be deemed to constitute one and the same agreement, and a facsimile or electronic signature shall be deemed an original signature for purposes of executing this Settlement Agreement.

13.10 Negotiated Agreement

(1) This Settlement Agreement has been the subject of negotiations and discussions among the undersigned, each of which has been represented and advised by competent counsel, so that any statute, case law, or rule of interpretation or construction that would or might cause any provision to be construed against the drafter of this Settlement Agreement shall have no force and effect. The Parties further agree that the language contained in or not contained in previous drafts of this Settlement Agreement, or any agreement in principle, shall have no bearing upon the proper interpretation of this Settlement Agreement.

13.11 Language

(1) The Parties acknowledge that they have required and consented that this Settlement Agreement and all related documents be prepared in English; les parties reconnaissent avoir exigé que la présente convention et tous les documents connexes soient rédigés en anglais. Nevertheless, if required to by a Court, Class Counsel and/or a translation firm selected by Class Counsel shall prepare a French translation of the Settlement Agreement, the cost of which shall be paid from the Settlement Amount. In the event of any dispute as to the interpretation or application of this Settlement Agreement, only the English version shall govern.

13.12 Transaction

(1) The present Settlement Agreement constitutes a transaction in accordance with Articles 2631 and following of the *Civil Code of Quebec*, and the Parties are hereby renouncing any errors of fact, of law and/or of calculation.

13.13 Recitals

(1) The recitals to this Settlement Agreement are true and form part of the Settlement Agreement.

13.14 Schedules

(1) The schedules annexed hereto form part of this Settlement Agreement.

13.15 Acknowledgements

(1) Each of the Parties hereby affirms and acknowledges that:

- (a) he, she or a representative of the Party with the authority to bind the Party with respect to the matters set forth herein has read and understood the Settlement Agreement;
- (b) the terms of this Settlement Agreement and the effects thereof have been fully explained to him, her or the Party's representative by his, her or its counsel;
- (c) he, she or the Party's representative fully understands each term of the Settlement Agreement and its effect; and
- (d) no Party has relied upon any statement, representation or inducement (whether material, false, negligently made or otherwise) of any other Party, beyond the terms of the Settlement Agreement, with respect to the first Party's decision to execute this Settlement Agreement.

13.16 Authorized Signatures

(1) Each of the undersigned represents that he or she is fully authorized to enter into the terms and conditions of, and to execute, this Settlement Agreement on behalf of the Parties identified above their respective signatures and their law firms.

13.17 Notice

(1) Where this Settlement Agreement requires a Party to provide notice or any other communication or document to another Party, such notice, communication or document shall be provided by email, facsimile or letter by overnight delivery to the representatives for the Party to whom notice is being provided, as identified below:

For the Plaintiffs and for Class Counsel in the Proceedings:

<mailto:>

David Sterns and Jean Marc Leclerc
SOTOS LLP
Barristers and Solicitors
180 Dundas Street West, Suite 1200
Toronto, ON M5G 1Z8
Tel: 416.977.0007
Fax: 416.977.0717
Email: dsterns@sotosllp.com
jleclerc@sotosllp.com

<mailto:>

Karim Diallo
SISKINDS DESMEULES s.e.n.c.r.l.
Les promenades du Vieux Quebec
43 rue Buade, bureau 320
Quebec City, QC G1R 4A2
Tel: 418.694.2009
Fax: 418.694.0281
Email: karim.diallo@siskindsdesmeules.com

For the Settling Defendants:

Katherine Kay
STIKEMAN ELLIOTT LLP
5300 Commerce Court West
199 Bay Street
Toronto, ON M5L 1B9
Tel: 416.8695507
Fax: 416.947.0866
Email: kkay@stikeman.com

13.18 Date of Execution

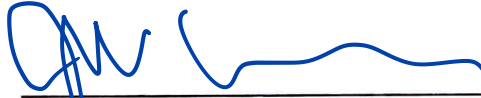
(1) The Parties have executed this Settlement Agreement as of the date on the cover page.

GAZAREK REALTY HOLDINGS LTD. and 5045320 ONTARIO LTD., on their own behalf and on behalf of the Settlement Classes that they propose to represent, by their counsel

Name of Authorized Signatory:

Jean-Marc Leclerc

Signature of Authorized Signatory:



Solips LLP
Ontario Counsel

SERGE ASSELIN on his own behalf and on behalf of the Quebec Settlement Class that he represents

Name of Authorized Signatory:

Serge Asselin

Signature of Authorized Signatory:

DocuSigned by:
Serge Asselin
436C896698534A8...

AISIN SEIKI CO. LTD., AISIN LTD., AISIN HOLDINGS OF AMERICA INC., AISIN WORLD CORP OF AMERICA INC., AISIN AUTOMOTIVE CASTING TENNESSEE INC., AISIN CORPORATION, AISIN AUTOMOTIVE CASTING, LLC, AISIN MFG. ILLINOIS LLC, and AISIN CANADA INC. by their counsel

Name of Authorized Signatory:

Katherine L. Kay

Signature of Authorized Signatory:



Stikeman Elliott LLP
Counsel for the Settling Defendants

SCHEDULE A
Proceedings, Settlement Classes, Common Issues

Court and File No.	Part	Plaintiff(s)' Counsel	Plaintiff(s)	Defendants	Settlement Class	Common Issues	Class Period
Ontario Actions							
Ontario Superior Court of Justice Court File No. CV-17-578269-00CP	Automotive Access Mechanisms	Sotos LLP	Sheridan Chevrolet Cadillac Ltd. and The Pickering Auto Mall Ltd	Aisin Seiki Co., Ltd., Aisin Holdings of America, Inc., Aisin World Corp. of America, Aisin Canada Inc.	All Persons in Canada who, during the Class Period, (a) purchased, directly or indirectly, an Automotive Access Mechanisms; and/or (b) purchased or leased, directly or indirectly, a new or used Automotive Vehicle containing an Automotive Access Mechanism; and/or (c) purchased for import into Canada, a new or used Automotive Vehicle containing an Automotive Access Mechanism. Excluded Persons are excluded from the Ontario Settlement Class.	Did the Settling Defendants, or any of them, conspire to fix, raise, maintain, and/or stabilize the prices of Automotive Access Mechanisms in Canada and/or elsewhere during the Class Period?	January 1, 2002 to June 2, 2020

Court and File No.	Part	Plaintiff(s)' Counsel	Plaintiff(s)	Defendants	Settlement Class	Common Issues	Class Period
Ontario Superior Court of Justice Court File No. CV-17-587725-00CP	Door Latches/Closure Systems	Sotos LLP	Sheridan Chevrolet Cadillac Ltd. and The Pickering Auto Mall Ltd.	Aisin Seiki Co., Ltd., Aisin Holdings of America, Inc., Aisin World Corp. of America, Aisin Canada Inc., Aisin Mfg. Illinois, LLC	All Persons in Canada who, during the Class Period, (a) purchased, directly or indirectly, Door Latches or Closure Systems; and/or (b) purchased or leased, directly or indirectly, a new or used Automotive Vehicle containing Door Latches or Closure Systems; and/or (c) purchased for import into Canada, a new or used Automotive Vehicle containing Door Latches or Closure Systems. Excluded Persons are excluded from the Ontario Settlement Class.	Did the Settling Defendants, or any of them, conspire to fix, raise, maintain, and/or stabilize the prices of Door Latches or Closure Systems in Canada and/or elsewhere during the Class Period?	Door Latches - January 1, 2004 to April 21, 2022 & Closure Systems – January 1, 2004 to November 15, 2022

Court and File No.	Part	Plaintiff(s)' Counsel	Plaintiff(s)	Defendants	Settlement Class	Common Issues	Class Period
Ontario Superior Court of Justice Court File No. CV-14-506670-00CP	Valve Timing Control Devices	Sotos LLP	Sheridan Chevrolet Cadillac Ltd. and The Pickering Auto Mall Ltd.	Aisin Seiki Co., Ltd., Aisin Holdings of America, Inc., Aisin Automotive Casting, LLC, Aisin World Corp. of America, Aisin Automotive Casting Tennessee, Inc. and Aisin Canada, Inc.	All Persons in Canada who, during the Class Period, (a) purchased, directly or indirectly, Valve Timing Control Devices and/or (b) purchased or leased, directly or indirectly, a new or used Automotive Vehicle containing Valve Timing Control Devices; and/or (c) purchased for import into Canada, a new or used Automotive Vehicle containing Valve Timing Control Devices. Excluded Persons are excluded from the Ontario Settlement Class.	Did the Settling Defendants, or any of them, conspire to fix, raise, maintain, and/or stabilize the prices of Valve Timing Control Devices in Canada and/or elsewhere during the Class Period? If so, what damages, if any, did Settlement Class Members suffer?	January 1, 2000 to June 1, 2012
Ontario Related Action							
Ontario Superior Court of Justice Court File No. CV-20-634832-00CP	Automotive Access Mechanisms	Sotos LLP	Sheridan Chevrolet Cadillac Ltd. and The Pickering Auto Mall Ltd.	Valeo S.A.	n/a	n/a	n/a

Court and File No.	Part	Plaintiff(s)' Counsel	Plaintiff(s)	Defendants	Settlement Class	Common Issues	Class Period
Quebec Action							
Superior Court of Quebec (district of Québec), File No. 200-06-000203-169 (District of Quebec)	Valve Timing Control Devices	Siskinds, Desmeules s.e.n.c.r.l	Serge Asselin	Aisin Automotive Casting, LLC, Aisin Canada, Inc. and Aisin Corporation	All Persons in Quebec who, during the Class Period, (a) purchased, directly or indirectly, Valve Timing Control Devices; and/or (b) purchased or leased, directly or indirectly, a new or used Automotive Vehicle containing Valve Timing Control Devices; and/or (c) purchased for import into Canada, a new or used Automotive Vehicle containing Valve Timing Control Devices. Excluded Persons are excluded from the Quebec Settlement Class.	Did the Settling Defendants, or any of them, conspire to fix, raise, maintain, and/or stabilize the prices of Valve Timing Control Devices in Canada and/or elsewhere during the Class Period? If so, what damages, if any, did Settlement Class Members suffer?	January 1, 2000 to March 20, 2017

SCHEDULE B

Court File No. ●

**ONTARIO
SUPERIOR COURT OF JUSTICE**

THE HONOURABLE) , THE DAY
JUSTICE _____) OF , 2023

BETWEEN:

[INSERT NAMED PLAINTIFFS]

Plaintiffs

- and -

[INSERT NAMED DEFENDANTS]

Defendants

Proceeding under the *Class Proceedings Act, 1992*, S.O. 1992, c. 6

**ORDER
- [INSERT NAME OF RELEVANT PART] -
- Aisin Notice Approval and Consent Certification -**

THIS MOTION, made by the Ontario Plaintiffs for an Order approving the form and content of the notices of certification and settlement approval hearing (the “Notices”) and the method of dissemination of the Notices, and certifying this proceeding as a class proceeding for settlement purposes only as against Aisin Seiki Co., Ltd., Aisin Ltd., Aisin Holdings of America Inc., Aisin World Corp of America Inc., Aisin Automotive Casting Tennessee Inc., Aisin Corporation, Aisin Automotive Casting, LLC. Aisin Mfg. Illinois LLC, and Aisin Canada Inc. (collectively, the “Settling Defendants”) was heard this day by judicial videoconference at Osgoode Hall, 130 Queen Street West, Toronto, Ontario.

ON READING the materials filed, including the settlement agreement with the Settling Defendants dated as of ●, 2023 attached to this Order as Schedule “A” (the “Settlement

Agreement”), and on hearing the submissions of counsel for the Ontario Plaintiffs and Counsel for the Settling Defendants, *[* the Non-Setting Defendants taking no position]*;¹

AND WHEREAS a parallel class proceeding relating to the pricing of Automotive Access Mechanisms was commenced under Court File No. CV-20-634832-00CP (the “**Related Action**”) and is being case managed with this proceeding;²

AND ON BEING ADVISED that the Settlement Class Members were permitted an opportunity to opt out of the *[* Access Mechanisms Proceeding, the Door Latches and Closure System Proceeding and the Valve Timing Control Devices Proceedings, as applicable]*, the deadline to opt out of the *[* Access Mechanisms Proceeding, the Door Latches and Closure System Proceeding and the Valve Timing Control Devices Proceedings, as applicable]* has passed, and *[* one Person, three Persons, and three Persons, as applicable]* validly and timely exercised the right to opt out of the *[* insert relevant part]*;

AND ON BEING ADVISED that the Ontario Plaintiffs and the Settling Defendants consent to this Order;

1. **THIS COURT ORDERS** that, in addition to the definitions used elsewhere in this Order for the purposes of this Order, the definitions set out in the Settlement Agreement apply to, and are incorporated into, this Order.
2. **THIS COURT ORDERS** that this Action is certified as a class proceeding as against the Settling Defendants named in the within Action for settlement purposes only.

¹ Included in the door latches/closure system order only

² Included in the Automotive Access Mechanisms Order only

3. **THIS COURT ORDERS** that the “Ontario Settlement Class” is defined as:

All Persons in Canada who, during the Class Period, (a) purchased, directly or indirectly, [INSERT RELEVANT PART]; and/or (b) purchased or leased, directly or indirectly, a new or used Automotive Vehicle containing [INSERT RELEVANT PART]and/or (c) purchased for import into Canada, a new or used Automotive Vehicle containing [INSERT RELEVANT PART]. Excluded Persons [and Persons who are included in the Quebec Settlement Class]³ are excluded from the Ontario Settlement Class.

4. **THIS COURT ORDERS** that [INSERT RELEVANT REPRESENTATIVE PLAINTIFFS] are hereby appointed as the representative plaintiffs on behalf of the Settlement Class.

5. **THIS COURT ORDERS** that [INSERT RELEVANT CLASS COUNSEL] are hereby appointed as Class Counsel in this action.

6. **THIS COURT DECLARES** that the following claims are asserted on behalf of the Settlement Class:

- (a) Claims for unlawful conspiracy pursuant to common law and s. 36 of the *Competition Act*.

7. **THIS COURT DECLARES** that the relief sought by the Settlement Class is:

- (a) Damages in the amount of any unlawful overcharge.

8. **THIS COURT ORDERS** that the following issue is common to the Settlement Class:

³ Included in the Valve Timing Control Devices Order only

Did the Settling Defendants, or any of them, conspire to fix, raise, maintain, and/or stabilize the prices of **[INSERT RELEVANT PART]** in Canada and/or elsewhere during the Class Period?

9. **THIS COURT ORDERS** that the Settlement Class Members shall be given notice of the settlement approval hearing and the certification of this action in substantially the forms set out in Schedules “B” to “D” and in the manner set out in Schedule “E”.
10. **THIS COURT ORDERS** that if the Settlement Agreement is not approved, is terminated in accordance with its terms or otherwise fails to take effect for any reason, this Order, including certification for settlement purposes only, shall be set aside and declared null and void and of no force or effect without the need for any further order of this Court.
11. **THIS COURT ORDERS** that this Order is contingent upon a parallel order being made by the Quebec Court, and the terms of this Order shall not be effective until such order is made by the Quebec Court.⁴
12. **THIS COURT ORDERS** that this Order, including, but not limited to the certification of this Action as against the Settling Defendants named in the within Action for settlement purposes and the definition of the Settlement Class and Common Issue, and any reasons given by the Court in connection with this Order, are without prejudice to the rights and defences of the Non-Settling Defendants in connection with this Action and, without restricting the generality of the foregoing, may not be relied on by any Person to establish jurisdiction, the criteria for certification (including class definition) or the existence or

⁴ Included in the Valve Timing Control Devices Order only

elements of the causes of action asserted in this Action, as against the Non-Settling Defendants.⁵

The Honourable Justice Glustein

⁵ Included in the door latches/closure system action only

SCHEDULE C

Court File No. ●

**ONTARIO
SUPERIOR COURT OF JUSTICE**

THE HONOURABLE) , THE DAY
JUSTICE _____) OF , 2023

BETWEEN:

[INSERT NAMED PLAINTIFFS]

Plaintiffs

- and -

[INSERT NAMED DEFENDANTS]

Defendants

Proceeding under the *Class Proceedings Act, 1992*, S.O. 1992, c. 6

**ORDER
- [INSERT NAME OF RELEVANT PART] -
- Aisin Settlement Approval -**

THIS MOTION, made by the Plaintiffs for an Order approving the settlement agreement entered into with Aisin Seiki Co., Ltd., Aisin Ltd., Aisin Holdings of America Inc., Aisin World Corp of America Inc., Aisin Automotive Casting Tennessee Inc., Aisin Corporation, Aisin Automotive Casting, LLC. Aisin Mfg. Illinois LLC, and Aisin Canada Inc. (collectively, the “Settling Defendants”) and dismissing this action as against the Settling Defendants named in the within Action, was heard this day at the judicial videoconference at Osgoode Hall, 130 Queen Street West, Toronto, Ontario.

AND ON READING the materials filed, including the settlement agreement dated ●, 2023, attached to this Order as Schedule “A” (the “Settlement Agreement”), and on hearing the

submissions of counsel for the Ontario Plaintiffs and counsel for the Settling Defendants, *[* the Non-Settling Defendants taking no position]*;⁶

AND WHEREAS a parallel class proceeding relating to the pricing of Automotive Access Mechanisms was commenced under Court File No. CV-20-634832-00CP (the “**Related Action**”) and is being case managed with this proceeding;⁷

AND ON BEING ADVISED that the deadline for opting out of the Ontario Actions has passed, and ● Persons validly exercised the right to opt out;

AND ON BEING ADVISED that the deadline for objecting to the Settlement Agreement has passed and there have been ● written objections to the Settlement Agreement;

AND ON BEING ADVISED that the Ontario Plaintiffs and the Settling Defendants consent to this Order:

1. **THIS COURT ORDERS** that for the purposes of this Order, the definitions set out in the Settlement Agreement apply to and are incorporated into this Order.
2. **THIS COURT ORDERS** that in the event of a conflict between this Order and the Settlement Agreement, this Order shall prevail.
3. **THIS COURT ORDERS** that this Order, including the Settlement Agreement, is binding upon the Settling Defendants in accordance with the terms thereof, and upon each member of the Settlement Class that did not validly opt out of this Action, including those Persons

⁶ Included in the door latches/closure system action only.

⁷ Included in the Automotive Access Mechanisms Order only

who are minors or mentally incapable and the requirements of Rules 7.04(1) and 7.08(4) of the *Rules of Civil Procedure* are dispensed with in respect of the Ontario Action.

4. **THIS COURT ORDERS** that the Settlement Agreement is fair, reasonable and in the best interests of the Settlement Class.
5. **THIS COURT ORDERS** that the Settlement Agreement is hereby approved pursuant to section 29 of the *Class Proceedings Act, 1992* and shall be implemented and enforced in accordance with its terms.
6. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, each member of the Settlement Class shall be deemed to have consented to the dismissal as against the Releasees of any Other Actions they have commenced, without costs and with prejudice.
7. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, each Other Action commenced in Ontario by any member of the Settlement Class shall be and is hereby dismissed against the Releasees, without costs and with prejudice.
8. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, subject to paragraph 10, each Releasor has released and shall be conclusively deemed to have forever and absolutely released the Releasees from the Released Claims.
9. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, each Releasor shall not now or hereafter institute, continue, maintain, intervene in or assert, either directly or indirectly, whether in Canada or elsewhere, on their own behalf or on behalf of any class or any other Person, any proceeding, cause of action, claim or demand against any Releasee, or any other Person who may claim contribution or indemnity, or other claims over relief, from

any Releasee, whether pursuant to the *Negligence Act*, RSO 1990, c. N. 1 or other legislation or at common law or equity in respect of any Released Claim.

10. **THIS COURT ORDERS** that the use of the terms “Releasers” and “Released Claims” in this Order does not constitute a release of claims by those members of the Settlement Class who are resident in any province or territory where the release of one tortfeasor is a release of all tortfeasors.
11. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, each member of the Settlement Class who is resident in any province or territory where the release of one tortfeasor is a release of all tortfeasors covenants and undertakes not to make any claim in any way nor to threaten, commence, participate in or continue any proceeding in any jurisdiction against the Releasees in respect of or in relation to the Released Claims.
12. **THIS COURT ORDERS** that all claims for contribution, indemnity or other claims over, whether asserted, unasserted or asserted in a representative capacity, inclusive of interest, taxes and costs, relating to the Released Claims, which were or could have been brought in the Proceedings or any Other Actions, or otherwise, by any [** Non-Settling Defendant*],⁸ by any named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee, any Settled Defendant or any other Person or party against a Releasee, or by a Releasee against [** Non-Settling Defendant*],⁹ any named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee, any Settled Defendant or any other Person or party, are barred, prohibited and enjoined in accordance with the terms of this Order (unless such claim is made in respect of a claim by a Person who has validly opted out of the Proceeding).

⁸ Included in the door latches/closure system order only

⁹ Included in the door latches/closure system order only

13. *[* THIS COURT ORDERS that if this Court ultimately determines that a claim for contribution and indemnity or other claim over, whether in equity or in law, by statute or otherwise is a legally recognized claim:*

(a) *the Ontario Plaintiff and the Settlement Class Members shall not be entitled to claim or recover from the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee that portion of any damages (including punitive damages, if any), restitutionary award, disgorgement of profits, interest and costs (including investigative costs claimed pursuant to section 36 of the Competition Act, RSC 1985, c C-34) that corresponds to the Proportionate Liability of the Releasees proven at trial or otherwise;*

(b) *the Ontario Plaintiff and the Settlement Class Members shall limit their claims against the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee to include only, and shall only seek to recover from the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee, those claims for damages (including punitive damages, if any), restitutionary award, disgorgement of profits, interest and costs (including investigative costs claimed pursuant to section 36 of the Competition Act, RSC 1985, c C-34) attributable to the aggregate of the several liability of the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee to the Ontario Plaintiff and Settlement Class Members, if any, and, for greater certainty, the Settlement Class Members shall*

be entitled to claim and seek to recover on a joint and several basis as between the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee, if permitted by law; and

- (c) *this Court shall have full authority to determine the Proportionate Liability of the Releasees at the trial or other disposition of the Ontario Action, whether or not the Releasees remain in the Ontario Action or appear at the trial or other disposition, and the Proportionate Liability of the Releasees shall be determined as if the Releasees are parties to the Ontario Action and any determination by this Court in respect of the Proportionate Liability of the Releasees shall only apply in the Ontario Action and shall not be binding on the Releasees in any other proceeding.*

14. *THIS COURT ORDERS that nothing in this Order is intended to or shall limit, restrict or affect any arguments which the Non-Settling Defendants may make regarding the reduction of any assessment of damages (including punitive damages, if any), restitutionary award, disgorgement of profits, interest and costs (including investigative costs claimed pursuant to section 36 of the Competition Act, RSC 1985, c C-34) or judgment against them in favour of Settlement Class Members in the Ontario Action or the rights of the Ontario Plaintiff and the Settlement Class Members to oppose or resist any such arguments, except as provided for in this Order.*
15. *THIS COURT ORDERS that a Non-Settling Defendant may, on motion to this Court determined as if the Settling Defendants remained parties to the Ontario Action, and on at least twenty (20) days' notice to Counsel for the Settling Defendants, and not to be brought unless and until the Ontario Action against the Non-Settling Defendants has*

been certified and all appeals or times to appeal have been exhausted, seek orders for the following:

- (a) *documentary discovery and affidavit(s) of documents from Settling Defendant(s) in accordance with the Rules of Civil Procedure, RRO 1990, Reg. 194;*
 - (b) *oral discovery of representative(s) of Settling Defendant(s), the transcript of which may be read in at trial;*
 - (c) *leave to serve request(s) to admit on Settling Defendant(s) in respect of factual matters; and/or*
 - (d) *the production of representative(s) of Settling Defendant(s) to testify at trial, with such witness(es) to be subject to cross-examination by counsel for the Non-Settling Defendants.*
16. *THIS COURT ORDERS that the Settling Defendants retain all rights to oppose such motion(s) brought under paragraph 15. Moreover, nothing herein restricts the Settling Defendants from seeking a protective order to maintain confidentiality and protection of proprietary information in respect of documents to be produced and/or for information obtained from discovery in accordance with paragraph 15. Notwithstanding any provision in this Order, on any motion brought pursuant to paragraph 15, this Court may make such orders as to costs and other terms as it considers appropriate.*

17. ***THIS COURT ORDERS that a Non-Settling Defendant may effect service of the motion(s) referred to in paragraph 15 above by service on Counsel for the Settling Defendants.***¹⁰
18. **THIS COURT ORDERS** that for purposes of administration and enforcement of the Settlement Agreement and this Order, this Court will retain an ongoing supervisory role and the Settling Defendants named in the within Action attorn to the jurisdiction of this Court solely for the purpose of implementing, administering and enforcing the Settlement Agreement and this Order.
19. **THIS COURT ORDERS** that, except as provided herein, this Order does not affect any claims or causes of action that any members of the Settlement Class has or may have in the Ontario Action [** against the Non-Settling Defendants*]¹¹ or any named or unnamed co-conspirators who are not Releasees.
20. **THIS COURT ORDERS** that, other than that which has been provided in the Settlement Agreement, no Releasee shall have any responsibility or liability whatsoever relating to the administration of the Settlement Agreement; to administration, investment, or distribution of the Trust Account; or to the Distribution Protocol.
21. [** THIS COURT ORDERS that the Settlement Amount shall be held in the Trust Account by Sotos LLP for the benefit of the Settlement Class Members and after the Effective Date the Settlement Amount may be used to pay Class Counsel Disbursements incurred for the benefit of the Settlement Class in the continued prosecution of the Proceedings against the Non-Settling Defendants. This paragraph shall not be*

¹⁰ Included in door latches/closure systems order only

¹¹ Included in door latches/closure systems order only

interpreted as affecting the rights of the Plaintiffs or the Settlement Class to claim such Disbursements in the context of a future costs award in their favour against the Non-Settling Defendants, or the rights of the Non-Settling Defendants to oppose and resist any such claim.]¹²

22. *[* THIS COURT ORDERS that in the event that some of the Settlement Amount remains in the Trust Account after payment of Class Counsel Disbursements, Class Counsel Fees and Administrative Expenses, Class Counsel shall seek direction from this Court regarding the distribution of the remaining funds.]¹³*

23. **THIS COURT ORDERS** that, in the event that the Settlement Agreement is terminated in accordance with its terms or otherwise fails to take effect for any reason, this Order shall be declared null and void and of no force or effect without the need for any further order of this Court but with notice to the Settlement Class.

24. **THIS COURT ORDERS** that the approval of the Settlement Agreement is contingent upon approval by the Quebec Court, and the terms of this Order shall not be effective unless and until: (i) the Settlement Agreement is approved by the Quebec Court; and (ii) the Quebec Action has been declared settled out of court with prejudice and without costs as against the Settling Defendants named in the Quebec Action by the Quebec Court;. If such orders and relief are not secured in Quebec, this Order shall be null and void and without prejudice to the rights of the Parties to proceed with the Ontario Action and any agreement

¹² Included in door latches/closure systems order only.

¹³ Included in door latches/closure systems order only.

between the Parties incorporated in this Order shall be deemed in any subsequent proceedings to have been made without prejudice.¹⁴

25. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, this Action is hereby dismissed as against the Settling Defendants named in the within Action, without costs and with prejudice.

26. *[* THIS COURT ORDERS that this Order and any reasons given by the Court in relation thereto, except any reasons given in connection with paragraphs 12-17 of this Order, are without prejudice to the rights and defences of the Non-Settling Defendants in connection with the ongoing Ontario Action and, without restricting the generality of the foregoing, may not be relied on by any Person to establish jurisdiction, the criteria for certification (including class definition) or the existence or elements of the causes of action asserted in the Ontario Action as against the Non-Settling Defendants.]*¹⁵

The Honourable Justice _____

¹⁴ Included in the Valve Timing Control Devices Order only

¹⁵ Included in door latches/closure systems order only.

**ENTENTE DE RÈGLEMENT NATIONALE RELATIVE AUX ACTIONS
COLLECTIVES CANADIENNES SUR LES PIÈCES AUTOMOBILES**

Faite en date du 7 septembre 2023

Entre

GAZAREK REALTY HOLDINGS LTD, 5045320 ONTARIO LTD et SERGE ASSELIN

(les « **Demandeurs** »)

et

**AISIN SEIKI CO., LTD., AISIN LTD., AISIN HOLDINGS OF AMERICA INC., AISIN
WORLD CORP OF AMERICA, INC., AISIN AUTOMOTIVE CASTING TENNESSEE
INC., AISIN CORPORATION, AISIN AUTOMOTIVE CASTING, LLC,
AISIN MFG ILLINOIS, LLC, et AISIN CANADA INC.**

(les « **Défenderesses qui règlent** »)

**LA PRÉSENTE VERSION FRANÇAISE N'EST PAS LA VERSION OFFICIELLE DE
CETTE ENTENTE.
LA VERSION ANGLAISE EST LA VERSION OFFICIELLE.
EN CAS DE DISPARITÉ, LA VERSION OFFICIELLE PRÉVAUT.**

**ENTENTE DE RÈGLEMENT NATIONALE RELATIVE AUX ACTIONS
COLLECTIVES CANADIENNES SUR LES PIÈCES AUTOMOBILES**

TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE	5
SECTION 1 - DÉFINITIONS	7
SECTION 2- APPROBATION DE L'ENTENTE DE RÈGLEMENT	12
2.1 Meilleurs efforts.....	12
2.2 Demande d'autorisation/certification et approbation des avis	12
2.3 Demande d'approbation de l'Entente de règlement	13
2.4 Confidentialité préalable aux demandes	13
2.5 Entrée en vigueur de l'Entente	13
SECTION 3 – BÉNÉFICES DÉCOULANT DE L'ENTENTE.....	13
3.1 Paiement du Montant de règlement	13
3.2 Impôts et Intérêts.....	14
SECTION 4 - RÉSILIATION DE L'ENTENTE DE RÈGLEMENT	15
4.1 Droit de résiliation	15
4.2 Effet de la résiliation de l'Entente de règlement	16
4.3 Attribution du Montant de règlement suivant une résiliation	17
4.4 Maintien des dispositions après la résiliation.....	18
SECTION 5 – QUITTANCES ET IRRECEVABILITÉ.....	18
5.1 Quittance des Parties quittancées	18
5.2 Engagement de ne pas poursuivre en justice	18
5.3 Aucune réclamation supplémentaire.....	19
5.4 Rejet des actions de l'Ontario et du Québec	19
5.5 Rejet des autres actions.....	19
5.6 Condition essentielle.....	20
SECTION 6 – ORDONNANCE D'INTERDICTION, RENONCIATION À LA SOLIDARITÉ ET RÉSERVE D'AUTRES DEMANDES	20

6.1	Ontario – Ordonnance d’interdiction.....	20
6.2	Québec - Jugement confirmant la renonciation à la solidarité.....	22
6.3	Réserve du droit de réclamation contre d’autres entités.....	23
6.4	Condition essentielle.....	23
SECTION 7 - EFFET DE L’ENTENTE DE RÈGLEMENT		23
7.1	Aucune admission de responsabilité.....	23
7.2	L’Entente ne constitue pas une preuve.....	24
7.3	Aucun autre recours.....	24
SECTION 8 – CERTIFICATION OU AUTORISATION AUX FINS DE RÈGLEMENT UNIQUEMENT		24
SECTION 9 - AVIS AUX GROUPES VISÉS PAR LE RÈGLEMENT.....		25
9.1	Avis requis.....	25
9.2	Forme et diffusion des avis	25
SECTION 10 - ADMINISTRATION ET MISE EN ŒUVRE.....		25
10.1	Modalités d’administration.....	25
SECTION 11 - DISTRIBUTION DU MONTANT DE RÈGLEMENT ET DES INTÉRÊTS ACCUMULÉS.....		26
11.1	Protocole de distribution	26
11.2	Aucune responsabilité en matière d’administration ou de frais.....	26
SECTION 12 - HONORAIRES, DÉBOURS DES AVOCATS DU GROUPE ET FRAIS D’ADMINISTRATION DES AVOCATS DU GROUPE DÉPENSES		26
12.1	Responsabilité quant aux frais, débours et taxes.....	26
12.2	Responsabilité quant aux frais d’avis et de traduction.....	27
12.3	Approbation par le tribunal des honoraires et des débours des Avocats du Groupe	27
SECTION 13 – DISPOSITIONS DIVERSES.....		27
13.1	Demandes pour obtention de directives	27
13.2	Titres, etc.	27
13.3	Calcul des délais	28
13.4	Compétence continue	28
13.5	Droit applicable.....	28
13.6	Intégralité de l’Entente	28
13.7	Modifications.....	29

13.8	Effet contraignant	29
13.9	Exemplaires	29
13.10	Entente négociée	29
13.11	Langue de rédaction	29
13.12	Transaction.....	30
13.13	Préambule	30
13.14	Annexes.....	30
13.15	Reconnaisances.....	30
13.16	Signataires autorisés.....	30
13.17	Avis	30
	Pour les Demandeurs et les Avocats du Groupe :	31
	Courriel : karim.diallo@siskinds.com	31
	Pour les Défenderesses qui règlent :.....	31
13.18	Date de signature.....	31

DRAFT - NON-OFFICIAL TRANSLATION

**ENTENTE DE RÈGLEMENT NATIONALE RELATIVE AUX ACTIONS
COLLECTIVES CANADIENNES SUR LES PIÈCES AUTOMOBILES**

PRÉAMBULE

- A. ATTENDU QUE des procédures ont été engagées par le demandeur du Québec au Québec et les demandeurs de l'Ontario en Ontario et que les demandeurs réclament collectivement des dommages pour l'ensemble des Membres du Groupes et prétendument causés par la conduite des Défenderesses, tel qu'alléguée dans les procédures;
- B. ATTENDU QUE les procédures allèguent que certaines, ou toutes les parties quittancées, ont pris part à un complot visant à fixer, augmenter, maintenir ou stabiliser le prix des Pièces visées vendues au Canada et ailleurs, pendant les Périodes visées, en violation de la partie VI de la *Loi sur la concurrence*, LRC 1985, c. C-34, et de la *common law* et/ou du droit civil;
- C. ATTENDU QUE les Membres des Groupes visés par le règlement ont eu la possibilité de s'exclure des Procédures, que les délais pour s'exclure des Procédures sont dépassées. Une Personne a valablement et en temps opportun exercé son droit de s'exclure de la Procédure relative aux Mécanismes d'accès automobile, trois Personnes ont valablement et en temps opportun exercé leur droit de s'exclure de la Procédure relative aux Loquets de portes et aux systèmes de fermetures; et trois Personnes ont valablement et en temps opportun exercé leur droit de s'exclure de la Procédure relative aux Dispositifs de commande du calage des soupapes;
- D. ATTENDU QUE par la signature de cette Entente de règlement ou autrement, les Parties quittancées n'admettent aucune allégation de conduite illégale invoquée dans les Procédures, ou dans toute autre action, et qu'elles nient toute responsabilité et affirment qu'elles disposent de moyens de défense complets en ce qui concerne le bien-fondé des Procédures et de toute autre action ou autrement;
- E. ATTENDU QUE le 1^{er} mars 2021, The Pickering Auto Mall Ltd. a fusionné avec 2061222 Ontario Ltd. pour former 5045320 Ontario Ltd, et que Sheridan Chevrolet Cadillac Ltd. a fusionné avec Gazarek Realty Holdings Ltd. et Gerald A. Gazarek Holdings Ltd. pour former Gazarek Realty Holdings Ltd;
- F. ATTENDU QUE les Demandeurs, les Avocats du Groupe et les Défenderesses qui règlent conviennent que ni cette Entente de règlement ni aucune déclaration faite dans le cadre de sa négociation ne sera réputée être une admission, ne sera interprétée comme une admission et/ou ne sera utilisée à titre de preuve de la véracité des allégations des Demandeurs contre les Parties quittancées, lesquelles allégations sont expressément niées par les Défenderesses qui règlent;
- G. CONSIDÉRANT que les Défenderesses qui règlent concluent la présente Entente de règlement afin de parvenir à une résolution finale à l'échelle nationale de toutes les

réclamations revendiquées ou qui auraient pu être revendiquées contre les Parties quittancées par les Demandeurs et les Groupes visés par l'Entente de règlement dans le cadre des diverses Procédures, et afin d'éviter des frais additionnels, désagréments, inconvénients et distraction associés à un litige interminable et coûteux;

- H. ATTENDU QUE les Défenderesses ne reconnaissent pas, par la présente, la compétence juridictionnelle des tribunaux ou de tout autre cour ou tribunal en ce qui concerne toute procédure civile, pénale ou administrative, sauf dans la mesure où ils l'ont déjà fait dans le cadre des Procédures ou comme le prévoit expressément la présente Entente de règlement en ce qui concerne les Procédures;
- I. ATTENDU QUE les Avocats des Défenderesses qui règlent et les Avocats des Groupes se sont engagés, en toute indépendance, dans des discussions et des négociations de règlement, et en sont venus à la présente Entente de règlement valable au Canada;
- J. ATTENDU QU'à la suite de ces discussions et négociations, les Défenderesses qui règlent, et les Demandeurs ont conclu la présente Entente, qui définit la totalité des termes et conditions du règlement entre les Défenderesses qui règlent et les Demandeurs, tant individuellement et qu'au nom des Groupes visés par le règlement;
- K. ATTENDU QUE les Avocats du Groupe, en leur nom propre et au nom des Demandeurs et des Groupes visés, ont pris connaissance et déclarent comprendre pleinement les termes de cette Entente de règlement, et, basés sur leurs analyses des faits et du droit applicables aux réclamations des Demandeurs, en tenant compte du fardeau et des frais associés à la poursuite des procédures, y compris les risques et les incertitudes associés aux procès et aux appels, et en tenant compte de la valeur de l'Entente de règlement, ont conclu que cette Entente de règlement est juste, raisonnable et dans le meilleur intérêt des Demandeurs et des Groupes visés par le règlement;
- L. ATTENDU QUE par la présente Entente, les parties souhaitent régler, et règlent définitivement, sur une base nationale, sans admission de responsabilité, toutes les Procédures et toute autre action à l'encontre des Parties quittancées;
- M. ATTENDU QUE aux fins de règlement seulement, les Parties consentent à la certification des Actions de l'Ontario et l'autorisation de l'Action du Québec en tant qu'actions collectives, aux Groupes visés par le règlement; et à la Question commune en ce qui concerne les Actions de l'Ontario et du Québec, le tout uniquement dans le but de mettre en œuvre cette Entente de règlement, et sous réserve de l'approbation des Tribunaux de l'Ontario et du Québec, tel que prévu dans cette Entente de règlement, à la condition expresse que cette certification ou cette autorisation ne portent pas atteinte pas aux droits respectifs des Parties dans l'éventualité où cette Entente de règlement n'est pas approuvée, est résiliée ou n'entre pas en vigueur pour quelque raison que ce soit;
- N. ATTENDU QUE les Demandeurs de l'Ontario et du Québec affirment qu'ils sont des représentants adéquats pour les Groupes qu'ils cherchent à représenter et qu'ils chercheront à être nommés en tant que représentants des Demandeurs dans leurs procédures respectives; et

- O. ATTENDU QUE les parties ont l'intention de faire approuver cette Entente de règlement d'abord par les Tribunaux de l'Ontario et du Québec;

PAR CONSÉQUENT, en considération des engagements, des ententes et des quittances énoncés dans la présente et pour toute autre considération valable, dont la recevabilité et le caractère suffisant sont par la présente reconnus, il est convenu par les parties que les Actions de l'Ontario et du Québec soient approuvées et rejetées avec préjudice à l'encontre des Défenderesses qui règlent uniquement, le tout sans frais en ce qui concerne les Demandeurs, les Groupes que les Demandeurs de l'Ontario et du Québec cherchent à représenter, et les Défenderesses qui règlent uniquement, sous réserve de l'approbation des tribunaux de l'Ontario et du Québec, selon les termes et conditions suivants :

SECTION 1 - DÉFINITIONS

Aux fins de la présente Entente de règlement, y compris le préambule et les annexes qui s'y rattachent :

- (1) **Frais d'administration** désigne tous les honoraires, débours, frais, coûts, impôts, taxes et autres montants encourus ou payables par les Demandeurs, les Avocats des Groupes ou autrement pour l'approbation, la mise en œuvre et l'application de cette Entente, y compris les coûts des avis, mais à l'exclusion des Honoraires et des débours des Avocats des Groupes.
- (2) **Mécanismes d'accès automobile** désigne divers mécanismes d'accès automobile utilisés dans un véhicule, y compris, mais sans s'y limiter, les poignées de porte intérieures et extérieures, les poignées de hayon ou de coffre, les clés, les ensembles de verrous, les ensembles de clés et les serrures de portes, ainsi que les verrous de colonne de direction électriques et mécaniques
- (3) **Véhicule automobile**, désigne les voitures particulières, les véhicules utilitaires sport (VUS), les fourgonnettes et les camions légers (jusqu'à 10 000 lbs).
- (4) **Administrateur des Réclamations** désigne la firme proposée par les Avocats du Groupe et nommée par les Tribunaux de l'Ontario et du Québec, le cas échéant, pour l'administration du Montant de règlement conformément aux dispositions de la présente Entente de règlement et du Protocole de distribution, ainsi que tout employé de cette firme.
- (5) **Avocats du Groupe** désignent les avocats de l'Ontario et du Québec.
- (6) **Débours des Avocats du Groupe** désigne les débours et les taxes applicables encourus par les Avocats du Groupe dans le cadre de la poursuite des procédures, ainsi que toute condamnation aux dépens prononcée à l'encontre des Demandeurs dans le cadre de l'une des Procédures.

- (7) **Honoraires des Avocats du Groupe** désigne les honoraires des Avocats du Groupe, ainsi que toute taxe ou tout frais applicables, y compris tout montant payable en vertu de l'Entente de règlement par les Avocats du Groupe ou les Membres du Groupe visés par le règlement à tout autre organisme ou Personne.
- (8) **Période visée par le recours** désigne la Période visée telle que définie à l'Annexe A pour chacune des Procédures.
- (9) **Systèmes de fermeture** désigne les dispositifs permettant de maintenir et de contrôler l'accès à un véhicule et d'ouvrir et de fermer de manière fiable les portes, les hayons, les coffres, les capots et les vitres des portes afin de protéger le véhicule et ses occupants. Les dispositifs de fermeture comprennent divers composants tels que les loquets, les verrous, les systèmes de vitres (y compris les lève-vitres) et les modules de porte. Les loquets et les serrures sont utilisés pour sécuriser les portes latérales et coulissantes, les hayons et les coffres des véhicules. Les verrous sont des produits complexes technologiquement avancés, tandis que les serrures sont des produits de base plus simples. Les lève-vitres sont des ensembles manuels ou électroniques utilisés dans les portes avant et arrière des véhicules pour lever ou abaisser automatiquement les vitres. Selon les préférences du client, les lève-vitres peuvent être intégrés dans des modules de porte ou achetés séparément. Un module de porte est un ensemble de composants qui assurent les fonctions électroniques et mécaniques de la porte. Il se compose d'un support scellé en caoutchouc, sur lequel sont montés divers composants de la porte, tels que le mécanisme de lève-vitre, le moteur électrique du rétroviseur, le câblage, le haut-parleur, le câble de déverrouillage intérieur de la porte, un loquet et divers interrupteurs, le tout formant une "cassette".
- (10) **Question commune** désigne la Question commune telle que définie à l'Annexe A pour chacune des Procédures.
- (11) **Avocats des Défenderesses qui règlent** désigne le cabinet d'avocats Stikeman Elliott LLP.
- (12) **Tribunaux** désigne les Tribunaux de l'Ontario et du Québec.
- (13) **Date de signature** désigne la date à partir de laquelle les parties ont signé la présente entente de règlement, figurant sur la page de couverture.
- (14) **Défenderesses** désigne les entités désignées comme Défenderesses dans l'une ou l'autre des Procédures indiquées à l'Annexe A et toute autre Personne ajoutée comme Défenderesse dans une des Procédures dans le futur. Il est entendu que les Défenderesses comprennent les Défenderesses qui règlent et celles ayant déjà réglé.
- (15) **Protocole de distribution** désigne le plan de distribution du Montant de règlement et incluant les intérêts courus, en tout ou en partie, tel qu'il a été approuvé par les tribunaux de l'Ontario et du Québec, le cas échéant.
- (16) **Loquets de portes** désigne les verrous de porte latérale et les mini-modules de verrous (également connus sous le nom de loquets de mini-modules). Les loquets et les verrous

sont utilisés pour sécuriser les portes latérales et coulissantes, les hayons et les coffres des automobiles. Les mini-modules de verrous comprennent les verrous des portes latérales et tous les composants mécaniques liées à leur fonctionnement, y compris la fonction de verrouillage électrique.

- (17) **Date d'entrée en vigueur** désigne la date à laquelle les tribunaux de l'Ontario et du Québec ont rendu des jugements finaux approuvant cette Entente de règlement.
- (18) **Personne exclue** désigne chaque Défenderesse, les administrateurs et dirigeants de chaque Défenderesse, les filiales ou sociétés affiliées de chaque défenderesse, les entités dans lesquelles chaque Défenderesse ou l'une de ses filiales ou sociétés affiliées détiennent une participation majoritaire, ainsi que les représentants légaux, héritiers, successeurs et ayants droit de chacune des personnes susmentionnées, ainsi que les Personnes qui se sont exclues valablement de la Procédure concernée et dans les délais prescrits, conformément aux jugements de la juridiction compétente.
- (19) **Jugement final** désigne toute ordonnance, jugement ou décret équivalent, rendu par l'un des Tribunaux, une fois que le délai d'appel de cette ordonnance a expiré sans qu'aucun appel n'ait été interjeté, alors qu'un appel est possible, ou, si l'ordonnance fait l'objet d'un appel, une fois que l'ordonnance a été confirmée à la suite d'un jugement final concernant tous les appels.
- (20) **Défenderesses qui ne règlent pas** désigne toute Défenderesse qui n'est pas : (i) une Défenderesse qui règle ; (ii) une Défenderesse ayant réglé; ou (iii) une Défenderesse contre laquelle la procédure a été rejetée ou abandonnée, que ce soit avant ou après la Date de signature.
- (21) **Actions de l'Ontario** désigne les Actions de l'Ontario telles que décrites à l'Annexe A et comprend toute action consolidée ultérieurement dans les Actions de l'Ontario.
- (22) **Avocats de l'Ontario** désigne Sotos LLP.
- (23) **Tribunal de l'Ontario** désigne la Cour supérieure de justice de l'Ontario.
- (24) **Demandeurs de l'Ontario** désigne dans le cadre de chacune des Actions de l'Ontario, les entités désignées comme demanderesses, telles que décrites à l'Annexe A.
- (25) **Groupe de règlement de l'Ontario** désigne, dans le cadre de chaque Action de l'Ontario, le Groupe visé par le règlement, tel que décrit à l'Annexe A.
- (26) **Autres actions** désigne les actions ou procédures, à l'exclusion des présentes Procédures, concernant les Réclamations quittancées intentées par un Membre du Groupe visé par le règlement, avant ou après la Date d'entrée en vigueur.
- (27) **Partie(s)** désigne les Défenderesses qui règlent, les Demandeurs et, le cas échéant, les Membres du Groupe visés par le règlement.

- (28) **Personne(s)**, désigne une personne physique (particulier), une société, une société de personnes, une société en commandite, une société à responsabilité limitée, une association, une société par actions, une succession, un représentant légal, une fiducie, un fiduciaire, un exécuteur testamentaire, un bénéficiaire, une association non constituée en société, un gouvernement ou toute subdivision ou organisme politique, et toute autre entreprise ou personne morale, ainsi que leurs héritiers, prédécesseurs, successeurs, représentants ou cessionnaires.
- (29) **Demandeurs** désigne les Demandeurs de l'Ontario et les Demandeurs du Québec.
- (30) **Procédures** : désigne les Actions de l'Ontario et l'action du Québec et l'Action connexe, **Procédure** désigne l'une ou l'autre des actions de l'Ontario ou du Québec et l'Action connexe, selon le cas.
- (31) **Action du Québec** désigne l'Action du Québec, telle que décrite à l'Annexe A, incluant toute action subséquentement consolidée dans l'Action du Québec.
- (32) **Avocats du Québec** désigne le cabinet d'avocats Siskinds Desmeules s.e.n.c.r.l.
- (33) **Tribunal du Québec** désigne la Cour supérieure du Québec.
- (34) **Demandeur québécois** désigne Serge Asselin.
- (35) **Groupe de règlement du Québec** désigne le Groupe dans le cadre de l'Action du Québec, tel que décrit à l'Annexe A de la présente entente.
- (36) **Action connexe** désigne l'Action connexe, telle que décrite à l'Annexe A, et comprend toute action subséquentement consolidée dans l'Action connexe.
- (37) **Réclamations quittancées** désigne toutes les réclamations, demandes, actions, poursuites, causes d'action, qu'elles soient de nature collective, individuelle ou autre, qu'elles soient personnelles ou subrogées, les dommages de toute nature (y compris les dommages compensatoires, punitifs ou autres), les obligations de toute nature, y compris les intérêts, les dépens, les frais, les frais d'administration de l'action collective (y compris les Frais d'administration, tels que définis), les pénalités et les honoraires d'avocats (y compris les Honoraires et débours des Avocats des Groupes), connus ou inconnus, soupçonnés ou insoupçonnés, réels ou éventuels, liquidés ou non, en droit, en vertu d'une loi ou en équité, que l'une ou l'autre des Parties donnant quittance avait, a, aurait pu dans l'avenir, se rapportant de quelque façon que ce soit à l'achat, la vente, l'établissement des prix, la réduction des prix, la fabrication, la commercialisation, l'offre ou la distribution de Pièces visées, qu'elles soient achetées directement ou indirectement, y compris en tant qu'élément d'un véhicule automobile, y compris toutes les réclamations pour les dommages indirects, subséquents ou consécutifs qui surviennent après la Date de signature à l'égard de tout accord, association, conspiration ou conduite qui a eu lieu pendant la Période visée par le recours applicable. Les Réclamations quittancées n'incluent pas : (i) les réclamations fondées sur la négligence, les dommages corporels, la rupture de contrat, le cautionnement, le défaut de livraison

de marchandises perdues, les marchandises endommagées ou retardées, les produits défectueux, les violations de garantie, les valeurs mobilières ou les réclamations similaires entre les parties qui concernent les Pièces visées (à moins que ces réclamations n'allèguent un comportement anticoncurrentiel ou des communications anticoncurrentielles entre les concurrents); (ii) les réclamations déposées (avant ou après la Date d'entrée en vigueur) en dehors du Canada concernant des achats de Pièces visées en dehors du Canada; (iii) les réclamations déposées (avant ou après la Date d'entrée en vigueur) en vertu de lois autres que celles du Canada concernant des achats de Pièces visées en dehors du Canada; ou (iv) les réclamations concernant toute pièce automobile autre que les roulements, lorsque ces réclamations ne concernent pas les Pièces visées.

- (38) **Parties quittancées** désigne, conjointement et solidairement, individuellement et collectivement, les Défenderesses qui règlent et toutes leurs sociétés liées, propriétaires, filiales, divisions, affiliés, associés (tels que définis dans la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, LRC (1985), ch. C-44), partenaires, coentreprises, franchisés, concessionnaires, assureurs, présents et passés, directs et indirects, ainsi que toutes les autres Personnes, sociétés de personnes ou société par action auxquelles les entités susmentionnées ont été ou sont affiliées, ainsi que tous anciens, actuels ou futurs dirigeants, administrateurs, employés, mandataires, actionnaires, fondés de pouvoir, avocats, fiduciaires, préposés, et représentants, gestionnaires ainsi que tous leurs prédécesseurs, successeurs, acheteurs, héritiers, exécuteurs, administrateurs successoraux, et ayants droit de chacun d'entre eux en excluant toujours les Défenderesses qui ne règlent pas et les entités liées à celles-ci.
- (39) **Parties donnant quittance** désigne, conjointement et solidairement, individuellement et collectivement, les Demandeurs et les Membres du Groupe visés par le règlement, en leur nom propre et au nom de toute Personne ou entité réclamant par et pour eux, en tant que parent, filiale, affilié, prédécesseur, successeur, actionnaire, associé, directeur, propriétaire de quelque nature que ce soit, mandataire, mandant, employé, sous-traitant, avocat, héritier, exécuteur testamentaire, administrateur, assureur, légataire, ayant droit, fiduciaire ou représentant de quelque nature que ce soit, à l'exception des Personnes qui se sont exclues valablement des Procédures applicables et dans les délais conformément aux ordonnances des Tribunaux.
- (40) **Pièce(s) visée(s)** désigne les Mécanismes d'accès aux véhicules automobiles, les Systèmes de fermeture, les Loquets de porte et les Dispositifs de commande du calage des soupapes.
- (41) **Défenderesses ayant réglé** désigne toute défenderesse (à l'exclusion des Défenderesses qui règlent) qui conclut sa propre Entente de règlement avec les Demandeurs dans le cadre des Procédures et dont l'Entente de règlement entre en vigueur conformément à ses conditions, que cette Entente de règlement existe ou non à la Date de signature.

- (42) **Entente de règlement** : la présente entente, y compris le préambule et les annexes.
- (43) **Montant de règlement** désigne 1 900 000\$ canadiens.
- (44) **Groupes visés par le règlement** désigne pour chaque Procédure, le Groupe visé par le règlement de cette Procédure, tel que décrit dans l'Annexe A.
- (45) **Membre du Groupe visé par le règlement** désigne un Membre du Groupe visé par l'Entente de règlement.
- (46) **Défenderesses qui règlent** désigne Aisin Seiki Co., Ltd., Aisin Ltd., Aisin Holdings of America Inc., Aisin World Corp of America Inc., Aisin Automotive Casting Tennessee Inc., Aisin Corporation, Aisin Automotive Casting LLC, Aisin Mfg Illinois LLC, et Aisin Canada Inc.
- (47) **Compte en fidéicommiss** désigne un véhicule de placement garanti, un compte de marché en argent liquide ou un titre équivalent avec une cote équivalente ou supérieure à celle d'une banque canadienne de l'Annexe I (une banque inscrite à l'Annexe I de la *Loi sur les banques*, LC 1991, ch. 46) détenu dans une institution financière canadienne sous le contrôle de Sotos LLP ou de l'Administrateur des réclamations, une fois nommé, pour le bénéfice des Membres du Groupe visés par le règlement ou des Défenderesses qui règlent, tel que prévu dans la présente Entente de règlement.
- (48) **Dispositifs de commande du calage des soupapes** désigne le dispositif à l'intérieur du système de calage variable des soupapes qui contrôle le moment de l'ouverture et de la fermeture des soupapes du moteur.

SECTION 2- APPROBATION DE L'ENTENTE DE RÈGLEMENT

2.1 Meilleurs efforts

- (1) Les Parties s'engagent à déployer leurs meilleurs efforts pour :
- (a) mettre en application la présente Entente de règlement et pour obtenir le rejet immédiat, complet et final, avec préjudice des Actions de l'Ontario à l'encontre des Défenderesses qui règlent nommées dans cette Action; et
 - (b) obtenir un Avis de règlement hors cour dans l'Action du Québec.

2.2 Demande d'autorisation/certification et approbation des avis

- (1) Les Demandeurs de l'Ontario et du Québec déposeront des demandes aux tribunaux de l'Ontario et du Québec, dès que possible après la Date de signature, pour obtenir des jugements approuvant les avis décrits à la section 9.1(1), et certifiant ou autorisant les Procédures en tant

qu'action collective dans leurs juridictions respectives à l'encontre des Défenderesses qui règlent (à des fins de règlement uniquement).

(2) Les jugements de l'Ontario approuvant les avis décrits à la section 9.1(1) et certifiant les Actions de l'Ontario à des fins de règlement seront substantiellement selon le contenu et la forme de l'Annexe B. Le jugement du Québec approuvant les avis décrits à la section 9.1(1) autorisant l'Action du Québec à des fins de règlement sera convenu entre les parties et reflétera, dans la mesure du possible, le contenu et la forme du jugement de l'Ontario.

2.3 Demande d'approbation de l'Entente de règlement

(2) Les Demandeurs s'engagent à faire les démarches nécessaires, pour déposer une demande d'approbation de l'Entente de règlement devant les tribunaux de l'Ontario et du Québec, dans les meilleurs délais après :

- (a) que les jugements visés à la section 2.2(1) aient été accordés; et
- (b) que les avis décrits à la section 9.1(1) aient été publiés.

(3) Les jugements de l'Ontario approuvant cette Entente de règlement sera substantiellement sous la forme de l'Annexe C. Le jugement du Québec approuvant l'Entente de règlement à être rendu sera convenu entre les parties et reflétera, dans la mesure du possible, le contenu et la forme du jugement de l'Ontario.

2.4 Confidentialité préalable aux demandes

(1) Jusqu'à ce que la première des demandes prévues à la section 2.2 (1) soit introduite, les Parties s'engagent à préserver la confidentialité de toutes les modalités de l'Entente de règlement et à ne pas les divulguer sans le consentement écrit préalable des Avocats des Défenderesses qui règlent et des Avocats du Groupe, selon le cas, sauf dans les cas prévus à la section 2.5 (2) et si cela est nécessaire à des fins d'information financière, de préparation de documents financiers (y compris les déclarations fiscales et les états financiers), si cela est nécessaire pour donner effet aux termes de l'Entente, ou si cela est autrement exigé par la loi.

(2) À la Date de signature, les Avocats du Groupe peuvent divulguer l'existence et les termes de cette Entente de règlement aux Tribunaux.

2.5 Entrée en vigueur de l'Entente

(1) La présente Entente de règlement ne devient exécutoire qu'à la Date d'entrée en vigueur.

SECTION 3 – BÉNÉFICES DÉCOULANT DE L'ENTENTE

3.1 Paiement du Montant de règlement

- (1) Dans les trente (30) jours suivants la Date de signature, les Défenderesses qui règlent verseront le Montant de règlement à Sotos LLP, pour qu'il soit déposé dans le Compte en fidéicommiss. Le Montant de règlement sera converti par Sotos LLP en devise canadienne lors du dépôt dans le Compte en fidéicommiss.
- (2) Le versement du Montant de règlement sera effectué par virement bancaire. Au plus tard trente (30) jours avant que le Montant de règlement ne devienne exigible, Sotos LLP fournira, par écrit, les informations suivantes nécessaires pour effectuer le virement bancaire : nom de la banque, adresse de la banque, numéro *ABA*, numéro *SWIFT*, nom du bénéficiaire, numéro de compte bancaire du bénéficiaire, adresse du bénéficiaire, le numéro de téléphone du bénéficiaire et le nom et coordonnées de la banque.
- (3) Le Montant de règlement et toute autre contrepartie à fournir conformément aux termes de la présente Entente de règlement seront payés en règlement intégral des Réclamations quittancées à l'encontre des Parties quittancées, et sera réparti par les Avocats du Groupe selon les Parties visées.
- (4) Le montant de règlement sera réparti aux Groupes de règlement de la manière suivante :
- (a) Dispositifs de commande du calage des soupapes – 1 800 000\$ US
 - (b) Mécanismes d'accès automobiles – 50 000\$ US
 - (c) Loquets de portes/Systèmes de fermeture de portes – 50 000\$ US
- (5) Le Montant de règlement inclut toutes les sommes, y compris les intérêts, les coûts, les frais d'administration, les honoraires des Avocats du Groupe et les déboursés des Avocats du Groupe.
- (6) Les Parties quittancées n'ont aucune obligation de payer un montant en plus du Montant de règlement, pour quelque raison que ce soit, en vertu ou dans le cadre de cette Entente de règlement, des Procédures, ou de toute autre Action.
- (7) Une fois qu'un Administrateur des réclamations aura été nommé dans les Procédures, Sotos LLP transfèrera le contrôle du Compte en fidéicommiss à l'Administrateur des réclamations.
- (8) Sotos LLP et l'Administrateur des réclamations maintiendront le Compte en fidéicommiss, tel que prévu dans cette Entente de règlement.
- (9) Sotos LLP et l'Administrateur des Réclamations ne verseront pas toutes ou une partie des sommes d'argent détenues dans le Compte en fidéicommiss, sauf conformément à cette Entente de règlement, ou conformément à une ordonnance des Tribunaux de l'Ontario et du Québec obtenue après un avis aux Parties.

3.2 Impôts et Intérêts

- (1) Sous réserve des dispositions ci-après, tous les intérêts générés par le Montant de

règlement dans le Compte en fidéicommiss sont accumulés au profit des Groupes visés par le règlement et feront et resteront partie intégrante du Compte en fidéicommiss.

(2) Sous réserve de la section 3.2 (3), tous les des impôts payables sur tous les intérêts accumulés sur le Montant de règlement dans le Compte en fidéicommiss ou autrement, découlant du Montant de règlement seront payés à même le Compte en fidéicommiss. Sotos LLP ou l'Administrateur des réclamations, selon le cas, sera seul responsable de remplir toutes les déclarations fiscales et payer les impôts découlant du Montant de règlement détenu dans le Compte en fidéicommiss, incluant toute obligation de déclarer un revenu imposable et de payer les impôts. Tous les impôts (y compris les intérêts et les pénalités) dus découlant d'un revenu généré par le Montant de règlement seront payables à partir du Compte en fidéicommiss.

(3) Les Défenderesses qui règlent n'auront aucune responsabilité de faire des déclarations relatives au Compte en fidéicommiss et n'auront pas la responsabilité de payer d'impôts sur tout revenu généré par le Montant de règlement ou de payer des impôts sur les sommes dans le Compte en fidéicommiss, à moins que cette Entente de règlement ne soit pas approuvée, qu'elle soit résiliée, ou n'entre pas en vigueur pour quelque raison que ce soit, auquel cas les intérêts générés sur le Montant de règlement dans le Compte en fidéicommiss ou autrement seront versés aux Défenderesses qui règlent qui, dans ce cas, seront responsables du paiement de tous les impôts sur ces intérêts qui n'auront pas déjà été payés par Sotos LLP ou l'Administrateur des réclamations.

SECTION 4 - RÉSILIATION DE L'ENTENTE DE RÈGLEMENT

4.1 Droit de résiliation

(1) Dans le cas où :

- (a) les Tribunaux de l'Ontario ou du Québec refusent de certifier ou autoriser les Actions de l'Ontario ou du Québec, le cas échéant, aux fins de l'Entente de règlement;
- (b) le Tribunal de l'Ontario refuse de rejeter les Actions de l'Ontario à l'encontre des Défenderesses qui règlent nommées dans ces Actions;
- (c) le Tribunal du Québec refuse de déclarer réglée hors Cour l'Action du Québec à l'encontre des Défenderesses qui règlent nommées dans cette Action;
- (d) le Tribunal de l'Ontario ou du Québec refuse d'approuver cette Entente de règlement ou toute partie importante, ou approuve cette Entente de règlement sous une forme substantiellement modifiée ;
- (e) le Tribunal de l'Ontario ou du Québec rend un jugement d'approbation de l'Entente de règlement qui est matériellement incompatible avec les termes de l'Entente de règlement ou qui ne correspond pas substantiellement à la version jointe à l'Annexe C; ou

- (f) toute ordonnance approuvant cette Entente de règlement rendue par le Tribunal de l'Ontario ou du Québec ne devient pas un jugement final;

les Demandeurs et les Défenderesses qui règlent auront chacun le droit de résilier cette Entente de règlement en envoyant un avis écrit conformément à la section 13.17, dans les trente (30) jours suivant un événement décrit ci-dessus.

(2) En outre, si le Montant de règlement n'est pas payé conformément à la section 3.1(1), les Demandeurs auront le droit de résilier cette Entente de règlement en envoyant un avis écrit conformément à la section 13.17, dans les trente (30) jours suivant le non-paiement, ou de saisir les Tribunaux de l'Ontario et du Québec pour faire respecter les conditions de cette Entente de règlement.

(3) Sous réserve des dispositions de la section 4.4, si l'Entente de règlement n'est pas approuvée, est résiliée ou ne prend pas effet pour quelque raison que ce soit, l'Entente de règlement sera nulle et non avenue et n'aura plus aucune force ni aucun effet; elle ne liera pas les parties et ne pourra pas être utilisée comme preuve ou autrement dans le cadre d'un litige ou de toute autre manière, pour quelque raison que ce soit.

(4) Toute ordonnance, décision ou jugement rendu ou rejeté par une juridiction en ce qui concerne :

- (a) les Honoraires ou les Débours des Avocats du Groupe; ou
- (b) le Protocole de distribution

ne sera pas considérée comme une modification substantielle de tout ou partie de la présente Entente de règlement et ne constituera pas une base pour la résiliation de la présente Entente de règlement.

4.2 Effet de la résiliation de l'Entente de règlement

(1) Si la présente Entente de règlement n'était pas approuvée, si elle était résiliée conformément à ses dispositions ou si elle n'entrait pas en vigueur pour quelque raison que ce soit :

- (a) aucune demande visant à certifier ou autoriser l'Action de l'Ontario ou du Québec en tant qu'action collective sur la base de cette Entente de règlement, ou à approuver cette Entente de règlement, qui n'a pas été décidée, ne sera traitée;
- (b) les Parties coopéreront pour tenter de faire annuler et déclarer nulle, non avenue et sans effet toute ordonnance émise certifiant ou autorisant les Actions de l'Ontario ou du Québec en tant qu'actions collectives sur la base de l'Entente de règlement, ou approuvant cette Entente de règlement, et toute Personne sera empêchée d'affirmer le contraire;

- (c) toute certification ou autorisation antérieure de les Actions de l'Ontario ou du Québec en tant qu'actions collectives sur la base de cette Entente de règlement, y compris les définitions des Groupes visés par le règlement et des Questions communes conformément à cette Entente de règlement, est sans préjudice de toute position que l'une ou l'autre des Parties ou des Parties quittancées peut prendre ultérieurement sur toute question dans les Procédures, ou dans tout autre Action ou autre litige; et
- (d) dans les dix (10) jours suivant une telle résiliation, les Avocats du Groupe devront faire des efforts raisonnables pour détruire tous les documents ou autres informations fournis par les Défenderesses qui règlent et/ou les Avocats des Défenderesses qui règlent dans le cadre de cette Entente de règlement ou qui contient ou reflète des informations dérivées de tels documents ou autres informations reçus des Défenderesses qui règlent et/ou les Avocats des Défenderesses qui règlent, et, dans la mesure où les Avocats du Groupe ont communiqué des documents ou autres pièces fournis par les Défenderesses qui règlent et/ou les Avocats des Défenderesses qui règlent à toute autre personne, ils devront faire les efforts raisonnables pour récupérer et détruire de tels documents ou pièces. Les Avocats du Groupe fourniront aux Avocats des Défenderesses qui règlent une attestation écrite des Avocats du Groupe concernant cette destruction. Aucune disposition de la présente section 4.2 ne doit être interprétée comme exigeant des Avocats du Groupe qu'ils détruisent leurs travaux préparatoires. Cependant, tout documents ou informations fournis par les Défenderesses qui règlent et/ou les Avocats des Défenderesses qui règlent, ou reçu des Défenderesses qui règlent et/ou les Avocats des Défenderesses qui règlent dans le cadre de cette Entente de règlement, ne peut être divulgué à aucune personne de quelque manière que ce soit ou utilisé, directement ou indirectement, par les Avocats du Groupe ou toute autre personne de quelque manière que ce soit et pour quelque raison que ce soit, sans l'autorisation expresse et préalable des Avocats du Groupe ou des Avocats des Défenderesses qui règlent. Les Avocats du Groupe prendront les mesures et précautions appropriées pour assurer et maintenir la confidentialité de ces documents, informations et tout produit du travail des Avocats du Groupe découlant de ces documents ou informations.

4.3 Attribution du Montant de règlement suivant une résiliation

(1) Si l'Entente de règlement n'était pas approuvée, était résiliée ou n'entrait pas en vigueur pour quelque raison que ce soit, Sotos LLP devra, dans les trente (30) jours suivant l'avis écrit en vertu de la section 4.1(1), retourner aux Défenderesses qui règlent, le montant qu'ils ont payé à Sotos LLP, plus tous les intérêts courus, mais moins la part proportionnelle des Défenderesses qui règlent des coûts des avis requis par la section 9.1(1) et toute traduction requise par la section 13.11.

4.4 Maintien des dispositions après la résiliation

(1) Si la présente Entente de règlement n'était pas approuvée, était résiliée ou ne prenait pas effet pour quelque raison que ce soit, les dispositions des sections 3.1(8), 3.2(3), 4.1(3), 4.2, 4.3, 4.4, 7.1, 7.2, et 9.1(2), ainsi que les définitions et les annexes qui s'y rattachent, survivront à la résiliation et conserveront leur plein effet. Les définitions et les annexes ne demeureront en vigueur qu'aux fins limitées de l'interprétation des sections 3.1(8), 3.2(3), 4.1(3), 4.2, 4.3, 4.4, 7.1, 7.2, et 9.1(2) au sens de la présente Entente de règlement, mais à aucune autre fin. Toutes les autres dispositions de la présente Entente de règlement et toutes les autres obligations découlant de la présente Entente de règlement cesseront immédiatement.

SECTION 5 – QUITTANCES ET IRRECEVABILITÉ

5.1 Quittance des Parties quittancées

(1) À la Date d'entrée en vigueur, sous réserve de la section 5.3, et en contrepartie du paiement du Montant de règlement et pour toute autre contrepartie prévue dans l'Entente de règlement, les Parties donnant quittance libèrent et déchargent définitivement les Parties quittancées des Réclamations quittancées que l'un d'entre eux, que ce soit directement, indirectement, pour le compte d'autrui ou à tout autre titre, n'a jamais eues, a maintenant ou peut, doit ou pourrait avoir à l'avenir.

(2) Les Demandeurs et les Membres du Groupe visés par le règlement reconnaissent qu'ils peuvent découvrir, après la date d'entrée en vigueur, des faits supplémentaires ou différents de ceux qu'ils savent ou jugent être vrais concernant l'objet de l'Entente de règlement, et qu'ils ont l'intention de donner quittance entièrement, définitivement et absolue de toutes les Réclamations quittancées et, dans le cadre de cette intention, cette quittance sera et demeurera en vigueur nonobstant la découverte ou l'existence de faits additionnels ou différents.

(3) Nonobstant ce qui précède, les quittances accordées en vertu de la présente section 5.1 seront réputées partielles aux fins de l'article 1687 et suivants du *Code civil du Québec* et ne profiteront qu'aux Parties quittancées, et n'empêchera pas, n'exclura pas ou ne limitera pas d'une autre manière les droits des Membres du Groupe visé par le règlement qui sont des résidents du Québec à l'encontre de co-conspirateurs présumés non nommés qui ne sont pas des Parties quittancées.

5.2 Engagement de ne pas poursuivre en justice

(1) Malgré la section 5.1, à la Date d'entrée en vigueur, dans les cas des Membres du Groupe visés par le règlement résidant dans une province ou un territoire où la quittance d'un fautif constitue une quittance de tous les autres fautifs, les Parties donnant quittance ne quittencent pas les Parties quittancées, mais s'engagent plutôt à ne pas tenter de poursuite de quelque façon que ce soit ou à ne pas menacer, intenter, participer ou poursuivre une procédure dans toute juridiction contre les Parties quittancées concernant les Réclamations quittancées. Il est entendu que la section 5.1 (3) continue de s'appliquer aux résidents du Québec.

5.3 Aucune réclamation supplémentaire

(1) À la Date d'entrée en vigueur, chaque Partie donnant quittance ne peut, ni maintenant ni par la suite, intenter, continuer, maintenir, intervenir ou revendiquer, directement ou indirectement, au Canada ou ailleurs, pour elle-même ou pour un groupe ou de toute autre personne, une procédure, une cause d'action, réclamation ou demande contre toute Partie quittancée, ou toute autre personne qui pourrait réclamer une contribution ou une indemnité, ou d'autres réclamations, de toute Partie quittancée, que ce soit en vertu de la *Loi sur le partage de la responsabilité*, L.R.O 1990, ch. N-1 ou d'autres lois ou en *common law* ou en équité à l'égard de toute Réclamation quittancée, à l'exception de la poursuite du dossier de la Cour supérieure de justice de l'Ontario no CV-17-587725-00CP contre les Défenderesses qui ne règlent pas ou les co-conspirateurs nommés ou anonymes qui ne sont pas des Parties quittancées ou, si les Procédures ne sont pas certifiées en tant qu'action collective à l'égard des Défenderesses qui ne règlent pas, la poursuite des Réclamations déposées dans les Procédures sur une base individuelle ou autrement contre toute Défenderesse qui ne règle pas ou tout co-conspirateur nommé ou anonyme qui n'est pas une Partie quittancée. Sans limiter la portée générale de ce qui précède, il est convenu que les Parties donnant quittance ne doivent pas faire valoir ou poursuivre une Réclamation quittancée contre une Partie quittancée en vertu des lois d'un territoire étranger.

5.4 Rejet des actions de l'Ontario et du Québec

(1) À la Date d'entrée en vigueur, les Actions de l'Ontario seront rejetées avec préjudice et sans frais à l'encontre des Défenderesses qui règlent nommés dans ces Actions.

(2) À la Date d'entrée en vigueur, l'Action du Québec sera déclarée réglée hors cour avec préjudice et sans frais à l'encontre des Défenderesses qui règlent nommées dans cette Action.

5.5 Rejet des autres actions

(1) À la Date d'entrée en vigueur, chaque Membre des Groupes de l'Ontario visé par le règlement sera réputé consentir irrévocablement au rejet, sans frais, avec préjudice et sans réserve de droits, de ses autres actions contre les Parties quittancées, dans la mesure où ces autres actions sont liées à des réclamations ayant fait l'objet d'une quittance.

(2) À la Date d'entrée en vigueur, toutes les autres actions intentées en Ontario par un Membre du Groupe visé par le règlement, dans la mesure où ces autres actions se rapportent à des Réclamations quittancées, seront rejetées à l'encontre des Parties quittancées, sans frais, avec préjudice et sans réserve de droits.

(3) À la Date d'entrée en vigueur, chaque Membre du Groupe du Québec visé par le règlement, à l'exception de ceux qui sont réputés exclus en vertu de l'article 580(2) du *Code de procédure civile*, sera réputé consentir irrévocablement au rejet, sans frais et sans réserve, de ses autres actions contre les Parties quittancées, dans la mesure où ces autres actions sont liées aux réclamations ayant fait l'objet d'une quittance.

5.6 Condition essentielle

(1) Les quittances, engagements, rejets et consentements envisagés dans la présente section seront considérés comme une condition essentielle de l'Entente de règlement et le fait que le Tribunal de l'Ontario ou du Québec n'approuve pas les quittances, engagements, rejets et consentements envisagés dans la présente section donnera lieu à un droit de résiliation conformément à la section 4.1 de l'Entente de règlement.

SECTION 6 – ORDONNANCE D'INTERDICTION, RENONCIATION À LA SOLIDARITÉ ET RÉSERVE D'AUTRES DEMANDES

6.1 Ontario – Ordonnance d'interdiction

(1) Dans toutes les actions autres que celles de la Cour supérieure de justice de l'Ontario, dossier de Cour CV-17-587725-00CP, les Avocats du Groupe demanderont au Tribunal de l'Ontario de rendre une ordonnance d'interdiction stipulant que, dans la mesure où de telles demandes sont reconnues en droit, toutes les demandes pour contribution, indemnisation ou autres réclamations en dommages, qu'elles soient formulées, non formulée ou formulée en qualité de représentant, y compris les intérêts, les taxes et les frais, relatifs aux Réclamations quittancées, qui ont été ou auraient pu être présentées dans le cadre des Procédures ou de toute autre Action, ou autrement, par tout co-conspirateur nommé ou non nommé, qui est ou qui n'est pas une Partie quittancée, une Défenderesse qui règle ou toute autre Personne ou partie contre une Partie quittancée, ou par une Partie quittancée contre tout co-conspirateur allégué nommé ou non qui n'est pas une Partie quittancée, une Défenderesse qui règle ou toute autre Personne ou partie, sont irrecevables, prohibées et prescrites conformément aux termes de la présente section 6.1 (à moins qu'une telle réclamation ne soit faite à l'égard d'une réclamation par une personne qui s'est valablement exclue des Procédures).

(2) Dans le dossier de Cour CV-17-587725-00CP de la Cour supérieure de justice de l'Ontario, les Avocats du Groupe demanderont au Tribunal de l'Ontario de rendre une ordonnance d'interdiction prévoyant ce qui suit :

(a) dans la mesure où de telles réclamations sont reconnues par la loi, toutes les réclamations pour contribution, indemnité ou autres réclamations, qu'elles soient revendiquées, non revendiquées ou revendiquées par un représentant, y compris les intérêts, les taxes et les coûts, concernant les Réclamations quittancées, qui ont été ou auraient pu être introduites dans les Procédures ou toute autre Action, ou autrement, par toute Défenderesse qui ne règle pas, tout co-conspirateur nommé ou anonyme qui n'est pas une Partie quittancée, toute Défenderesse qui règle ou toute autre Personne ou partie contre une Partie quittancée, ou par une Partie quittancée contre toute Défenderesse qui ne règle pas, tout co-conspirateur nommé ou anonyme qui n'est pas une Partie quittancée, toute Défenderesse qui règle ou toute autre Personne ou partie, sont interdites, prohibées et bloquées conformément aux termes de la présente Section (à moins qu'une telle réclamation ne soit faite à l'égard d'une réclamation d'une Personne qui s'est valablement exclue des Procédures) ;

(b) dans le cas où la Cour de l'Ontario détermine qu'une réclamation et une indemnité ou

toute autre réclamation, que ce soit en équité ou en droit, en vertu d'une loi ou autrement, est une réclamation reconnue par la loi :

- (i). le Demandeur de l'Ontario et les Membres du Groupe visé par le règlement n'auront pas le droit de réclamer ou de recouvrir auprès des Défenderesses qui ne règlent pas et/ou des co-conspirateurs nommés ou anonymes et/ou de toute autre Personne ou partie qui n'est pas une Partie quittancée la part de toute compensation (y compris les dommages-intérêts punitifs, le cas échéant), l'indemnité de dédommagement, la restitution des profits, les intérêts et les coûts (y compris les coûts d'enquête réclamés en vertu de l'article 36 de la *Loi sur la concurrence*, LRC 1985, c. 34) qui correspond à la Responsabilité proportionnelle des Parties quittancées prouvée au procès ou autrement ;
- (ii). (ii) le Demandeur de l'Ontario et les Membres du Groupe visé par le règlement limiteront leurs réclamations à l'encontre des Défenderesses qui ne règlent pas et/ou des co-conspirateurs nommés ou anonymes et/ou de toute autre Personne ou partie qui n'est pas une Partie quittancée afin d'inclure uniquement, et chercheront uniquement à récupérer auprès des Défenderesses qui ne règlent pas et/ou des co-conspirateurs nommés ou anonymes et/ou de toute autre Personne ou partie qui n'est pas une Partie quittancée, la part de toute compensation (y compris les dommages-intérêts punitifs, le cas échéant), l'indemnité de dédommagement, la restitution des profits, les intérêts et les coûts (y compris les coûts d'enquête réclamés en vertu de l'article 36 de la *Loi sur la concurrence*, LRC 1985, c. 34)) attribuables à l'ensemble des responsabilités individuelles des Défenderesses qui ne règlent pas et/ou des co-conspirateurs nommés ou anonymes et/ou de toute autre Personne ou partie qui n'est pas une Partie quittancée envers le Demandeur de l'Ontario et les Membres du Groupe visé par le règlement, le cas échéant, et, pour plus de certitude, les Membres du Groupe visé par le règlement auront le droit de réclamer et de chercher à recouvrer sur une base conjointe et individuelle entre les Défenderesses qui ne règlent pas et/ou les co-conspirateurs nommés ou anonymes et/ou toute autre personne ou partie qui n'est pas une Partie quittancée, si cela est permis par la loi ; et
- (iii). le tribunal de l'Ontario aura pleine autorité pour déterminer la responsabilité proportionnelle des Parties quittancées lors du procès ou d'une autre décision de l'Action de l'Ontario, que les Parties quittancées demeurent ou non dans l'Action de l'Ontario ou qu'elles comparaissent ou non lors du procès ou d'une autre décision, et la responsabilité proportionnelle des Parties quittancées sera déterminée comme si les Parties quittancées étaient parties à l'Action de l'Ontario et toute décision de la Cour de l'Ontario concernant la responsabilité proportionnelle des Parties quittancées ne s'appliquera qu'à l'instance pertinente et ne liera pas les Parties quittancées dans toute autre instance ;

(c) après que l'Action de l'Ontario contre les Défenderesses qui ne règlent pas ait été certifiée et que tous les appels ou délais d'appel aient été écoulés, et moyennant un préavis d'au moins vingt (20) jours aux Avocats des Défenderesses qui règlent, une Défenderesse qui ne règle pas peut, par demande au Tribunal de l'Ontario, demander une Ordonnance de suivi, qui sera rendue comme si les Défenderesses qui règlent demeuraient parties à la Procédure concernée :

- (i). la communication de documents et déclaration(s) sous serment de documents par

le(s) défenderesse(s) qui règle(nt), conformément aux *Règles de procédure civile* RRO 1990, r. 194 ;

- (ii). la communication orale de la preuve par le(s) représentant(s) de la (des) Défenderesse(s) qui règle(nt), dont la transcription pourra être lue au cours du procès ;
 - (iii). l'autorisation de signifier une (des) demande(s) d'admission au(x) Défenderesse(s) qui règle(nt) en ce qui concerne les questions factuelles ; et/ou
 - (iv). la production d'un représentant de la/des Défenderesse(s) qui règle(nt) pour témoigner au procès, ce témoin devant être soumis à un contre-interrogatoire par l'Avocat des Défenderesses qui ne règle(nt) pas.
- (d) les Défenderesses qui règlent conservent tous les droits de s'opposer à toute demande présentée en vertu de la Section 7.1(1)(c), y compris toute demande présentée au cours du procès visant à obtenir une ordonnance obligeant les Défenderesses qui règlent à présenter un représentant pour témoigner au procès. En outre, rien dans la présente Entente de règlement n'empêche les Défenderesses qui règlent de demander une ordonnance de protection pour maintenir la confidentialité et la protection des informations exclusives en ce qui concerne les documents à produire et/ou pour les informations obtenues lors de la communication préalable conformément à la Section 7.1(1)(c) ;
- (e) sur toute demande présentée conformément à la Section 7.1(1)(c), le Tribunal de l'Ontario peut rendre les ordonnances relatives aux frais et autres conditions qu'il juge appropriées ;
- (f) dans la mesure où une telle ordonnance est accordée et que la communication de la preuve est fournie à une Défenderesse qui ne règle pas, une copie de toute communication de la preuve documentaire et les transcriptions de toute communication orale de la preuve doivent, aux frais des Avocats du Groupe, être fournies par les Défenderesses qui règlent aux Demandeurs par l'intermédiaire des Avocats du Groupe dans les trente (30) jours suivant la communication de la preuve à une Défenderesse qui ne règle pas ;
- (g) le Tribunal de l'Ontario conservera un rôle de supervision permanent sur le processus de communication préalable et les Défenderesses qui règlent reconnaîtront la compétence du Tribunal de l'Ontario à ces fins ; et
- (h) une Défenderesse qui ne règle pas peut signifier la/les demande(s) visée(s) à l'article 7.1(1)(c) à une Défenderesse qui règle en la/les signifiant à l'Avocat des Défenderesses qui règle;

6.2 Québec - Jugement confirmant la renonciation à la solidarité

(1) Les Avocats du Groupe demanderont au Tribunal du Québec de déclarer que le Demandeur du Québec et le Groupe du Québec ont renoncé au bénéfice de la solidarité. La

déclaration obtenue prévoira ce qui suit :

- (a) le Demandeur du Québec et les Membres du Groupe du Québec visé par le règlement renoncent expressément au bénéfice de la solidarité contre toute autre personne ou partie qui n'est pas une Partie quittancée en ce qui concerne les faits, les actes ou toute autre conduite des Parties quittancées; et
- (b) toute demande en garantie ou toute autre réclamation ou jonction d'instance visant à obtenir des dommages-intérêts ou une indemnité de la part des Parties quittancées ou relativement aux Réclamations quittancées sera irrecevable et nulle dans le cadre de l'Action du Québec ou de toute autre Procédure intentée au Québec.

6.3 Réserve du droit de réclamation contre d'autres entités

(1) À l'exception de disposition contraire prévue à la présente Entente, la présente Entente de règlement ne règle, ne compromet, ne quitte ni ne limite de quelque manière que ce soit toute réclamation présentée par les Parties donnant quittance contre une personne autre qu'une Partie quittancée.

6.4 Condition essentielle

(1) Les Parties reconnaissent que les ordonnances d'interdiction, la renonciation, la renonciation à la solidarité et la réserve de droits envisagée dans la Section 6 doivent être considérées comme une condition essentielle de l'Entente de règlement et que le défaut d'approbation par le Tribunal de l'Ontario ou du Québec des ordonnances d'interdiction, de la renonciation, de la renonciation à la solidarité et des réserves de droits envisagés dans la présente section doit donner lieu à un droit de résiliation en vertu de la Section 4.1 de l'Entente de règlement.

SECTION 7 - EFFET DE L'ENTENTE DE RÈGLEMENT

7.1 Aucune admission de responsabilité

(1) Les Demandeurs et les Parties quittancées réservent expressément tous leurs droits si l'Entente de règlement n'est pas approuvée, si elle est résiliée ou si, elle ne prend pas effet pour quelque raison que ce soit. De plus, que l'Entente de règlement soit finalement approuvée ou non, qu'elle soit résiliée ou qu'elle ne prenne pas effet pour quelque raison que ce soit, cette Entente de règlement et tout ce qu'elle contient, toutes les négociations, tous les documents, toutes les discussions et toutes les procédures associées, et toute action entreprise pour mettre en œuvre cette Entente de règlement, ne doivent pas être réputées, considérées, et ne doivent être interprétées comme une admission de toute violation d'une loi, ou d'une admission d'un acte répréhensible ou d'une responsabilité de la part des Parties quittancées, ou d'une preuve de la véracité de toute réclamation ou allégation contenue dans les Procédures, toute Autre action ou tout autre acte de procédure déposée par les Demandeurs.

7.2 L'Entente ne constitue pas une preuve

(1) Les Parties conviennent que, la présente Entente de règlement et tout ce qu'elle contient, qu'elle soit ou non définitivement approuvée, résiliée ou qu'elle ne prenne pas effet pour quelque raison que ce soit, ainsi que l'ensemble des négociations, documents, discussions et procédures associés, et toute action entreprise pour mettre en œuvre la présente Entente de règlement, ne pourront être mentionnés, présentés en preuve ou reçus en preuve dans toute action ou procédure civile, criminelle ou administrative en cours ou future, sauf dans le cadre d'une procédure visant à l'approbation et/ou d'exécution de la présente Entente de règlement, pour se défendre contre la revendication de Réclamations quittancées, si nécessaire dans le cadre d'une procédure en matière d'assurance, ou autrement requis par la loi.

7.3 Aucun autre recours

(1) Aucun Avocat du Groupe, ni aucune personne actuellement ou ultérieurement employée par celui-ci, ne peut directement ou indirectement participer ou être impliquée ou aider de quelque manière que ce soit, toute Personne dans le cadre de toute réclamation faite ou action entamée contre les Défenderesses qui règlent, en lien avec les Réclamations Quittancées ou qui en découle, sauf en ce qui concerne la poursuite de la Cour supérieure de justice de l'Ontario, dossier CV-17-587725-00CP contre les Défenderesses qui ne règlent pas ou les co-conspirateurs nommés ou anonymes qui ne sont pas des Parties quittancées ou, si les Procédures ne sont pas certifiées en tant qu'action collective en ce qui concerne les Défenderesses qui ne règlent pas, la poursuite des réclamations présentées dans les Procédures sur une base individuelle ou autrement contre toute Défenderesse qui ne règle pas ou tout co-conspirateur nommé ou anonyme qui n'est pas une Partie quittancée.. En outre, les Avocats du Groupe ou toute personne actuellement ou ultérieurement employée par celui-ci, ne peuvent divulguer à quiconque, pour quelque raison que ce soit, toute information obtenue dans le cadre des Procédures ou de la négociation et de la préparation de cette Entente de Règlement, sauf dans la mesure où cette information était, est ou devient autrement publiquement disponible ou à moins qu'un tribunal n'ordonne de le faire.

SECTION 8 – CERTIFICATION OU AUTORISATION AUX FINS DE RÈGLEMENT UNIQUEMENT

(1) Les Parties conviennent que les Actions de l'Ontario et du Québec seront certifiées ou autorisées en tant qu'action collective à l'encontre des Défenderesses qui règlent nommées dans les Procédures applicables uniquement aux fins de règlement des Procédures et de l'approbation de la présente Entente de règlement par les Tribunaux de l'Ontario et Québec.

(2) Les Demandeurs conviennent que, dans les demandes pour la certification ou l'autorisation des Actions de l'Ontario et du Québec en tant qu'actions collectives aux fins de règlement, et pour l'approbation de cette Entente de règlement, les seules questions communes qu'ils chercheront à définir sont les Questions communes et les seuls groupes qu'ils proposeront

sont les Groupes visés par le règlement.

(3) Les Parties conviennent que la certification du dossier CV-17587725-00CP de la Cour de justice de l'Ontario à l'encontre des Défenderesses qui règlent nommées dans cette Action, dans le but de la mettre en œuvre de cette Entente ne dérogeront en rien aux droits des Demandeurs à l'encontre des Défenderesses qui ne règlent pas, à l'exception de ce qui est expressément prévu dans la présente entente.

SECTION 9 - AVIS AUX GROUPES VISÉS PAR LE RÈGLEMENT

9.1 Avis requis

(1) Les Groupes visés par le règlement proposés recevront un avis unique concernant : (i) la certification ou l'autorisation des Actions de l'Ontario et du Québec en tant qu'actions collectives contre les Défenderesses qui règlent aux fins de règlement seulement; (ii) l'audience au cours desquelles il sera demandé aux Tribunaux de l'Ontario et du Québec d'approuver l'Entente de règlement; et (iii) si elles sont tenues en même temps que l'audience visant à approuver l'Entente de règlement, les audiences visant à approuver les honoraires des Avocats du Groupe et les déboursés des Avocats du Groupe.

(2) Si la présente Entente de règlement n'est pas approuvée, est résiliée ou n'entre pas en vigueur, les groupes visés par la proposition de règlement seront avisés de cet événement.

9.2 Forme et diffusion des avis

(1) Les avis seront rédigés selon la forme convenue par les Parties et approuvée par les tribunaux de l'Ontario et du Québec ou, si les parties ne parviennent pas à s'entendre sur la forme des avis, sous une forme ordonnée par les tribunaux de l'Ontario et du Québec.

(2) Les avis seront diffusés selon une méthode convenue par les Parties et approuvée par les tribunaux de l'Ontario et du Québec ou, si les parties ne parviennent pas à s'entendre sur une méthode de diffusion des avis, les avis sont diffusés selon une méthode ordonnée par les tribunaux de l'Ontario et du Québec.

SECTION 10 - ADMINISTRATION ET MISE EN ŒUVRE

10.1 Modalités d'administration

(1) Sauf dans la mesure prévue par la présente Entente de règlement, les modalités de mise en œuvre et d'administration de la présente Entente de règlement seront déterminées par les Tribunaux de l'Ontario et du Québec sur la base des demandes présentées par les Avocats du Groupe.

SECTION 11 - DISTRIBUTION DU MONTANT DE RÈGLEMENT ET DES INTÉRÊTS ACCUMULÉS

11.1 Protocole de distribution

(1) À un moment entièrement à la discrétion des Avocats du Groupe, mais sur avis aux Défenderesses qui règlent, les Avocats du Groupe présenteront une demande pour obtenir un jugement des Tribunaux de l'Ontario et du Québec approuvant le Protocole de distribution. Cette demande peut être présentée avant la Date d'entrée en vigueur, mais le jugement approuvant le Protocole de distribution sera conditionnel à la réalisation de la Date d'entrée en vigueur.

(2) Le Protocole de distribution exigera des Membres du Groupe visé par le règlement qui demandent une indemnisation qu'ils tiennent compte de toute indemnisation reçue dans le cadre d'autres procédures ou règlements privés en dehors du Groupe, à moins que ces procédures ou règlements privés en dehors du Groupe n'aient mené à une quittance complète de la réclamation du Membre du Groupe visé par le règlement, auquel cas le Membre du Groupe visé par le règlement sera considéré comme inadmissible à toute autre indemnisation.

(3) De plus, le Protocole de distribution doit traiter les résidents du Québec de la même manière que les résidents du reste du Canada et doit se conformer aux exigences de la loi québécoise, y compris en ce qui concerne les prélèvements du Fonds d'aide aux actions collectives et dans le cas de tout solde restant à attribuer à un ou plusieurs bénéficiaires à approuver par le Tribunal de l'Ontario, la *Loi sur le Fonds d'aide aux actions collectives*, RLRQ, c. F-3.2.0.1.1, r.2 s'appliquera à la portion de tout solde restant, le cas échéant, attribuable aux Membres du Groupe du Québec.

11.2 Aucune responsabilité en matière d'administration ou de frais

(1) Sauf disposition contraire de la présente Entente de règlement, les Défenderesses qui règlent n'auront aucune obligation financière ou responsabilité quelle qu'elle soit en ce qui concerne l'Administration de l'Entente de règlement ou l'investissement, la distribution ou l'administration des fonds du Compte en fidéicomis, y compris, mais sans s'y limiter, les frais d'administration.

SECTION 12 - HONORAIRES, DÉBOURS DES AVOCATS DU GROUPE ET FRAIS D'ADMINISTRATION DES AVOCATS DU GROUPE DÉPENSES

12.1 Responsabilité quant aux frais, débours et taxes

(1) Les Défenderesses qui règlent ne seront pas responsables des Honoraires des Avocats du Groupe, des Débours des Avocats du Groupe ou des honoraires des avocats, experts, conseillers, agents ou représentants retenus par les Avocats du Groupe, les Demandeurs ou les Membres du Groupe visés par le règlement, des montants auxquels le Fonds d'aide aux actions collectives du Québec pourrait avoir droit, ou de tout privilège de toute

Personne sur tout paiement à tout Membre du Groupe visé par le règlement à partir du Montant de règlement.

12.2 Responsabilité quant aux frais d'avis et de traduction

- (1) Sotos LLP paiera les coûts liés aux avis requis par la section 9 et tous les coûts de traduction requis par la section 13.11 à partir du Compte en fidéicommiss, au fur et à mesure qu'ils deviennent exigibles. Sous réserve de la section 4.3, les Parties quittancées ne seront pas responsables des coûts des avis ou de la traduction.

12.3 Approbation par le tribunal des honoraires et des débours des Avocats du Groupe

- (1) Les Avocats du Groupe peuvent demander l'approbation des tribunaux de l'Ontario et du Québec pour payer les Honoraires et les Débours des Avocats du Groupe en même temps qu'ils demandent l'approbation de cette Entente de règlement. Les Honoraires et les Débours des Avocats du Groupe seront remboursés et payés uniquement à partir du Compte en fidéicommiss après la Date d'entrée en vigueur. À l'exception de ce qui est prévu aux présentes, les Frais d'administration ne peuvent être payés qu'à partir du Compte en fidéicommiss après la Date d'entrée en vigueur. Aucuns autres Honoraires et Débours des Avocats du Groupe ne sera payé à partir du Compte en fidéicommiss avant la Date d'entrée en vigueur.

SECTION 13 – DISPOSITIONS DIVERSES

13.1 Demandes pour obtention de directives

- (1) Les Avocats du Groupe ou les Défenderesses qui règlent peuvent demander au Tribunal de l'Ontario, au besoin, des directives concernant l'interprétation, la mise en œuvre et l'administration de la présente Entente de règlement.
- (2) Toutes les demandes découlant de la présente Entente de règlement sont notifiées aux Parties, à l'exception des demandes portant uniquement sur la mise en œuvre et l'administration du Protocole de distribution.

13.2 Titres, etc.

- (1) Dans la présente Entente de règlement :
 - (a) la division de l'Entente de règlement en sections et l'insertion de titres ne visent qu'à faciliter la consultation et n'ont aucune incidence sur la construction ou l'interprétation de l'Entente de règlement; et
 - (b) les termes « la présente Entente de règlement », « la présente », « en vertu de la présente », « dans la présente » et autres expressions similaires se réfèrent à la présente Entente de règlement et non à une section particulière ou à une autre clause de la présente Entente de règlement.

13.3 Calcul des délais

- (1) Aux fins du calcul des délais dans la présente Entente de règlement, sauf si une intention contraire est manifeste,
- (a) lorsqu'il est fait référence à un nombre de jours entre deux événements, le nombre de jours est computé en excluant le jour où le premier événement s'est produit et en incluant le jour où le second événement s'est produit, incluant tous les jours civils; et
 - (b) seulement dans le cas où le délai pour accomplir un acte expire un jour férié, tel que défini dans les *Règles de procédure civile*, RRO 1990, Règlement 194, l'acte peut être accompli le jour suivant qui n'est pas un jour férié.

13.4 Compétence continue

- (1) Chacun des tribunaux conserve la compétence exclusive sur les Procédures introduites dans sa juridiction, ainsi que sur les Parties et les Honoraires des Avocats du Groupe dans le cadre de ces Procédures.
- (2) Aucune partie ne peut demander à un Tribunal de rendre jugement sur des directives concernant une question de compétence partagée, à moins que ce jugement ou ces directives ne soient subordonnés à un jugement ou à des directives complémentaires rendus ou donnés par le(s) autre(s) tribunal(aux) avec le(s)quel(s) et dont elle partage la compétence sur cette question.
- (3) Nonobstant les sections 13.4(1) et 13.4(2), le Tribunal de l'Ontario sera compétent pour la mise en œuvre, l'administration, l'interprétation et l'exécution des modalités de la présente Entente de règlement, le Compte en fidéicomis, et les Demandeurs, les Membres du Groupe visé par l'Entente et les Défenderesses qui régissent reconnaissent la compétence du Tribunal de l'Ontario à ces fins.

13.5 Droit applicable

- (1) La présente Entente de règlement est régie par les lois de la province de l'Ontario et les lois du Canada qui s'y appliquent.

13.6 Intégralité de l'Entente

- (1) La présente Entente de règlement constitue l'entente intégrale entre les Parties et remplace toutes les ententes, engagements, négociations, représentations, promesses, conventions, ententes de principe et protocoles d'ententes antérieurs et contemporains en rapport avec la présente. Aucune des Parties ne sera liée par des obligations, conditions ou déclarations antérieures concernant l'objet de la présente Entente de règlement, à moins qu'elles ne soient expressément intégrées dans la présente Entente de règlement.

13.7 Modifications

- (1) La présente Entente de règlement ne peut être modifiée ou amendée que par écrit et avec le consentement de toutes les Parties, et toute modification ou amendement doit être approuvé par le tribunal compétent pour trancher la question sur laquelle cette modification se rapporte.

13.8 Effet contraignant

- (1) La présente Entente de règlement lie les Demandeurs, les Membres du Groupe visé par l'Entente, les Défenderesses qui règlent, les Parties quittancées, les Parties donnant quittance ainsi que tous leurs successeurs et ayants droit, et s'applique à leur bénéfice. Sans limiter la généralité de ce qui précède, chacun des engagements et des ententes pris par les Demandeurs dans le cadre des présentes lie toutes les Parties donnant quittance et chacun des engagements et des ententes pris par les Défenderesses qui règlent, lie toutes les Parties quittancées.

13.9 Exemplaires

- (1) La présente Entente de règlement peut être signée en plusieurs exemplaires, qui seront tous considérés comme constituant une seule et même Entente, et une signature transmise par télécopieur ou une signature électronique sera considérée comme une signature originale aux fins de l'exécution de la présente Entente de règlement.

13.10 Entente négociée

- (1) La présente Entente de règlement a fait l'objet de négociations et de discussions entre les soussignés, qui ont tous été représentés et conseillés par des avocats compétents, de sorte que toute loi, jurisprudence ou règle d'interprétation qui ferait ou pourrait faire en sorte qu'une disposition soit interprétée à l'encontre de la Partie l'ayant rédigée n'aura aucune incidence et aucun effet. Les Parties conviennent également que les dispositions contenues ou non dans les versions précédentes de la présente Entente de règlement, ou toute entente de principe, n'auront aucune incidence sur la bonne interprétation de la présente Entente de règlement.

13.11 Langue de rédaction

- (1) Les parties reconnaissent avoir demandé que la présente Entente de règlement et tous les documents connexes soient rédigés en anglais. Néanmoins, si un tribunal l'exige, les Avocats du Groupe et/ou un cabinet de traduction choisi par les Avocats du Groupe prépareront une traduction française de l'Entente de règlement, dont le coût sera payé à même le Montant de règlement. En cas de litige quant à l'interprétation ou l'application de la présente Entente de règlement, la version anglaise prévaut.

13.12 Transaction

- (1) La présente Entente de règlement constitue une transaction au sens des articles 2631 et suivants du *Code civil du Québec*, et les Parties renoncent par les présentes à toute erreur de fait, de droit et/ou de calcul.

13.13 Préambule

- (1) Le préambule de la présente Entente de règlement est exact et fait partie intégrante de l'Entente de règlement.

13.14 Annexes

- (1) Les Annexes jointes à la présente Entente font partie de la présente Entente de règlement.

13.15 Reconnaissances

- (1) Chacune des Parties affirme et reconnaît par les présentes ce qui suit :
 - (a) qu'il/elle ou son représentant autorisé à engager sa responsabilité en ce qui concerne les éléments visés dans la présente a lu et compris la présente Entente de règlement;
 - (b) son avocat lui a expliqué, ou a expliqué à son représentant autorisé, les modalités de cette Entente de règlement;
 - (c) qu'il/elle ou son représentant autorisé comprend pleinement chacune des modalités de la présente Entente de règlement et ses effets;
 - (d) aucune Partie ne s'est fondée sur une quelconque déclaration, représentation ou incitation (qu'elle soit matérielle, fausse, faite par négligence ou autrement) de la part d'une autre Partie, au-delà des modalités de l'Entente de règlement, pour décider de signer la présente Entente de règlement.

13.16 Signataires autorisés

- (1) Chacun des soussignés déclare qu'il/elle est pleinement autorisé(e) à conclure et à signer les termes et conditions de cette Entente de règlement et à la signer au nom des Parties identifiées au-dessus de leurs signatures et de leurs cabinets d'avocats respectifs.

13.17 Avis

- (1) Lorsque la présente Entente de règlement exige qu'une partie fournisse un avis ou toute autre communication ou document à une autre Partie, cet avis, cette communication ou ce

document doit être fourni par courriel, par télécopieur ou par messenger dès le lendemain aux représentants de la Partie à laquelle l'avis est fourni, tels qu'ils sont identifiés ci-dessous :

Pour les Demandeurs et les Avocats du Groupe :

David Sterns et Jean Marc Leclerc
SOTOS LLP

Avocats et conseillers
180 rue Dundas Ouest, Suite 1200
Toronto, Ontario M5G 1Z8
Tél : 416.977.0007
Télec. : 416.977.0717

Courriel :

dsterns@sotosllp.com

jleclerc@sotosllp.com

Karim Diallo

SISKINDS DESMEULES s.e.n.c.r.l.

Les promenades du Vieux-Québec
43 rue Buade, bureau 320

Québec, Québec GIR 4A2

Tél : 418.694.2009

Télec. : 418.694.0281

Courriel : karim.diallo@siskinds.com

Pour les Défenderesses qui règlent :

Katherine Kay

STIKEMAN ELLIOTT LLP

5300 Commerce Court West

199 rue Bay

Toronto, Ontario M5L 1B9

Tél: 416.8695507

Télec.: 416.947.0866

Courriel: kkay@stikeman.com

13.18 Date de signature

- (1) Les parties ont signé la présente Entente de règlement à la date indiquée sur la page de couverture.

GAZAREK REALTY HOLDINGS LTD. et 5045320 ONTARIO LTD. en leur nom et au nom des Membres des Groupes visés par le règlement qu'ils proposent de représenter, par le biais de ses avocats

Nom du signataire autorisé :
Signature du signataire autorisé :

Sotos LLP
Avocats du Groupe de l'Ontario

SERGE ASSELIN en son nom et au nom des Membres du Groupe du Québec qu'il représente

Nom du signataire autorisé : Serge Asselin
Signature du signataire autorisé :

AISIN SEIKI CO. LTD., AISIN LTD., AISIN HOLDINGS OF AMERICA INC., AISIN WORLD CORP OF AMERICA INC., AISIN AUTOMOTIVE CASTING TENNESSEE INC., AISIN CORPORATION, AISIN AUTOMOTIVE CASTING, LLC, AISIN MFG. ILLINOIS LLC, et AISIN CANADA INC. par le biais de leurs avocats

Nom du signataire autorisé

Signature du signataire autorisé

[Stikeman Elliott LLP](#)

Avocats des Défenderesses qui règlent

DRAFT - NON-OFFICIAL TRANSDOMINATION